



RIE FRANÇAISE

CORRÈZE

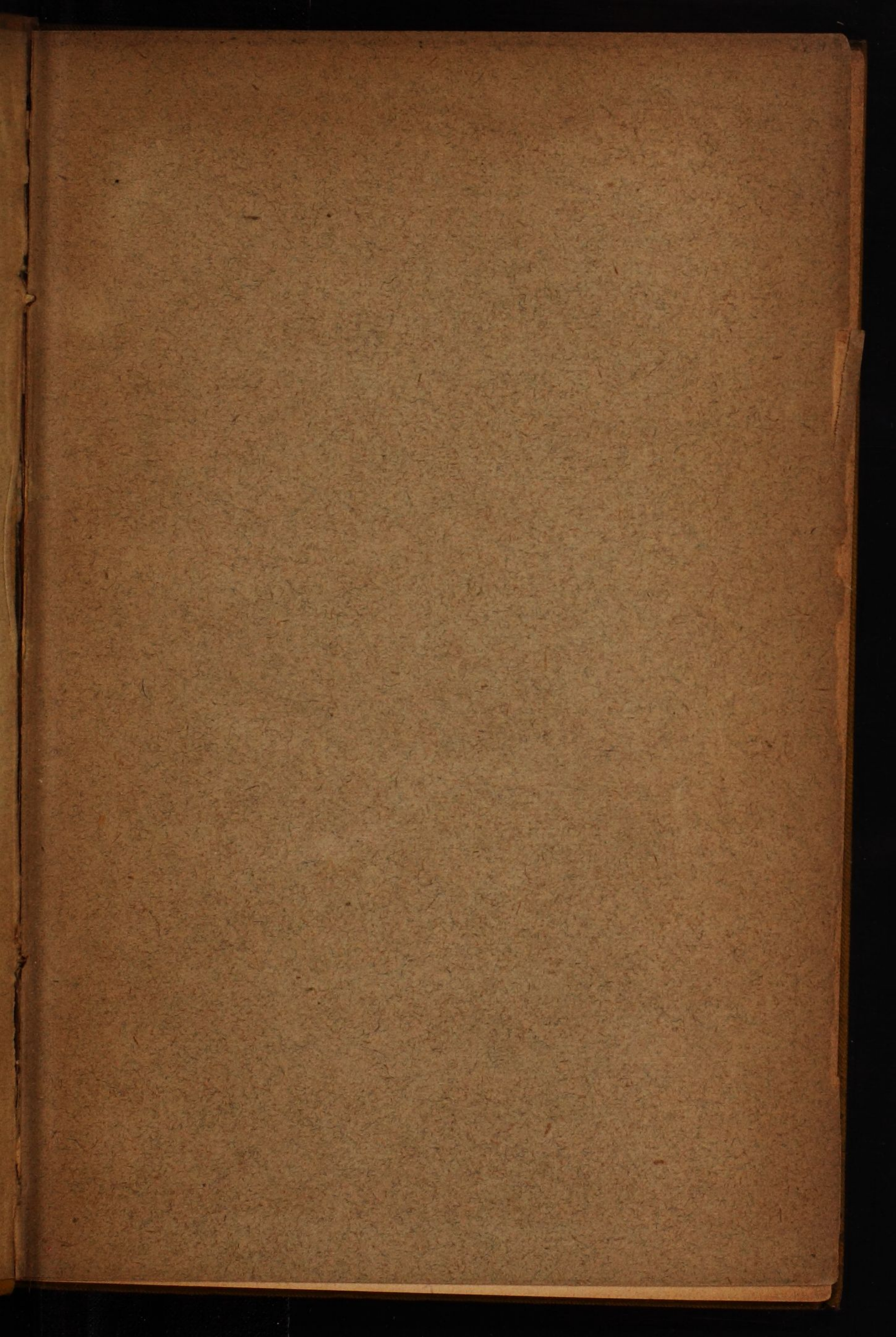
PAR

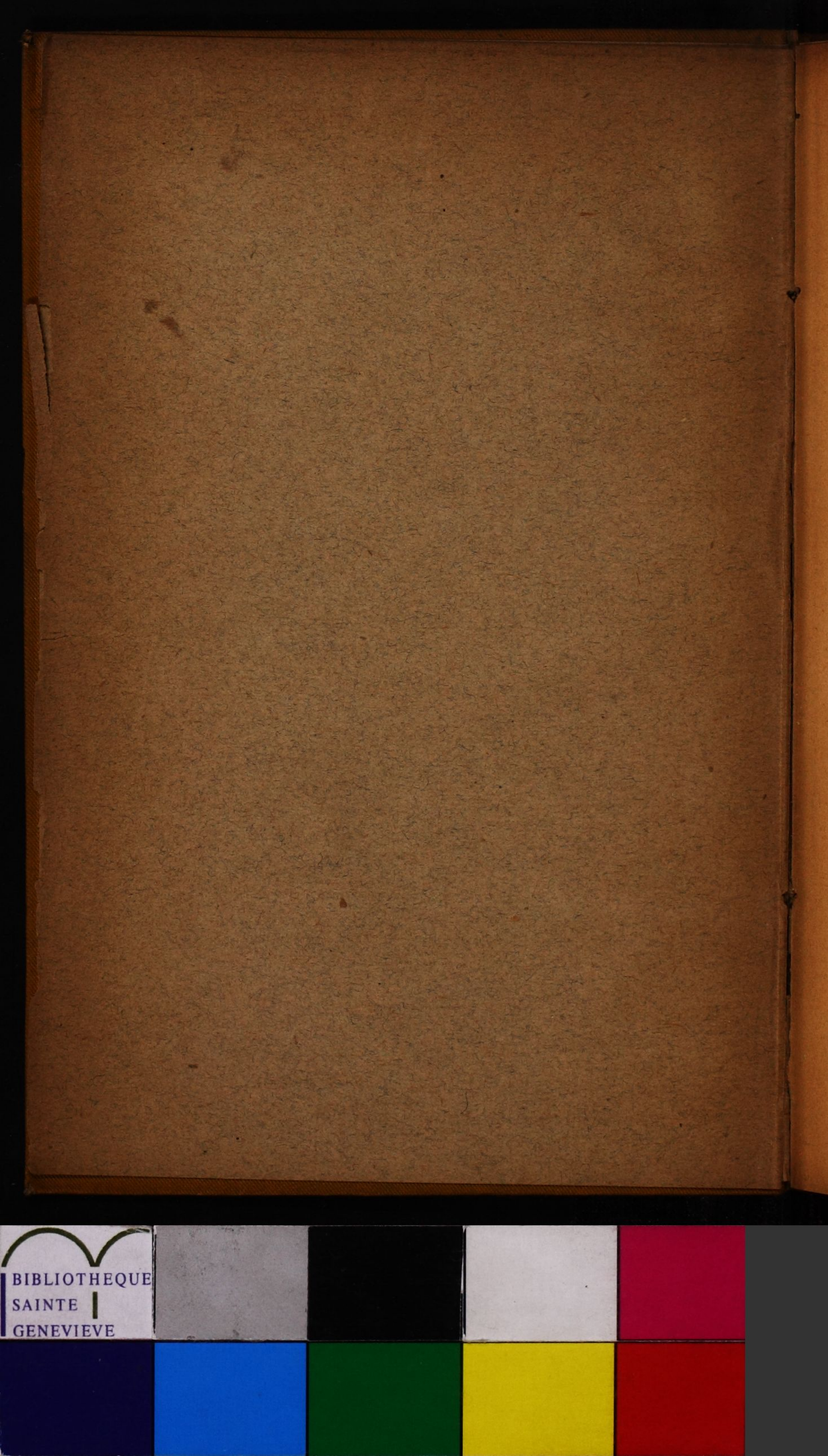
LABORDE

PARIS

CUREL, COUGIS & Cie


BIBLIOTHEQUE SAINTE-GENEVIEVE
D
910 01025025 9




BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

CORRÈZE

Galerie Française

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

LOUIS MAINARD

Ancien chef-adjoint du cabinet de M. le Ministre de l'Instruction publique, Lauréat de l'Académie française.

AVEC LA COLLABORATION DE :

Recteurs, Inspecteurs généraux de l'Université, Inspecteurs d'académie, Inspecteurs primaires, Doyens de Facultés des lettres, Professeurs agrégés des lycées et collèges, Publicistes, etc., etc.

Mettre dans les mains de nos écoliers français un livre de lecture qui fasse revivre à leurs yeux et grave dans leur esprit, le passé historique de la terre natale avec son cortège d'illustrations et de célébrités, tel est le but de la « Galerie Française ».

Divisée en quatre-vingt-six volumes — un par département — cette Galerie est, au premier chef, une œuvre de patriotisme et constitue un précieux instrument d'éducation civique : elle élargit heureusement, dans le sens local, jusqu'à ce jour un peu négligé, le champ des connaissances historiques de l'écolier; elle impose à l'esprit de ce dernier le souvenir des gloires ou des mérites d'hommes qui sont nés du même sol que lui et ont immortalisé ce berceau commun, et, réchauffant par là son culte pour la terre de la Patrie, elle exploite noblement, pour la plus pure édification de la Jeunesse, le grand héritage de nos pères, si riche en glorieux exemples, si prodigue de fières leçons.

La rédaction des quatre-vingt-six livres qui composent la « Galerie Française » a été demandée aux plumes les plus autorisées; il suffira de citer quelques noms : MM. Régis Artaud, inspecteur d'académie, chef du Cabinet de M. le Ministre de l'Intérieur, président du Conseil; Compayré, recteur de l'Académie de Poitiers; Causeret, inspecteur d'académie, docteur ès-lettres; Chanal, inspecteur d'académie; Delaage, professeur à la Faculté de Montpellier; Adrien Dupuy, professeur agrégé au lycée Lakanal; A. Durand, secrétaire de l'Académie de Paris; Duplan, inspecteur général de l'Université; E. des Essarts, doyen de la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand; Flourens, ancien ministre des Affaires étrangères; Guillon, agrégé d'histoire, docteur ès-lettres; Martel, inspecteur général de l'Université; Métivier, inspecteur général honoraire; Fleury-Ravarin, Conseiller d'Etat; Riquet, professeur à l'Ecole alsacienne; A. Theuriet, lauréat de l'Académie française; Sevin-Desplaces, conservateur à la Bibliothèque Nationale; Tranchau, ancien proviseur du lycée d'Orléans; etc., etc.

Chacun des livres de la « Galerie Française » forme un in-18 jésus, tiré sur beau papier, illustré de portraits gravés sur bois et cartonné avec titre spécial.

Prix du volume : 1 fr. 20.

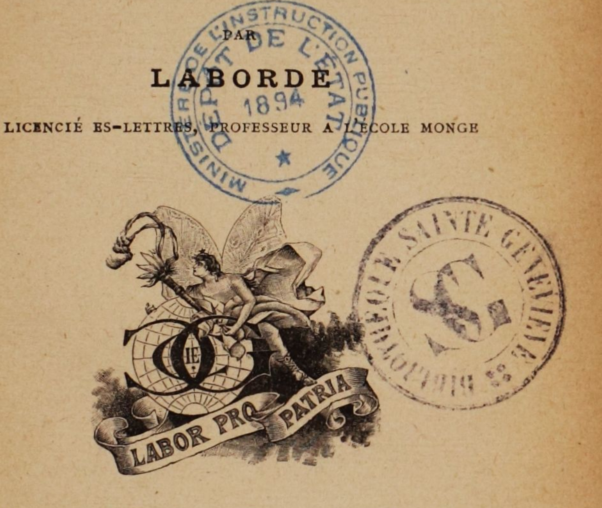
GALERIE FRANÇAISE

CORRÈZE

PAR

LABORDE

LICENCIÉ ES-LETTRES, PROFESSEUR A L'ÉCOLE MONGE

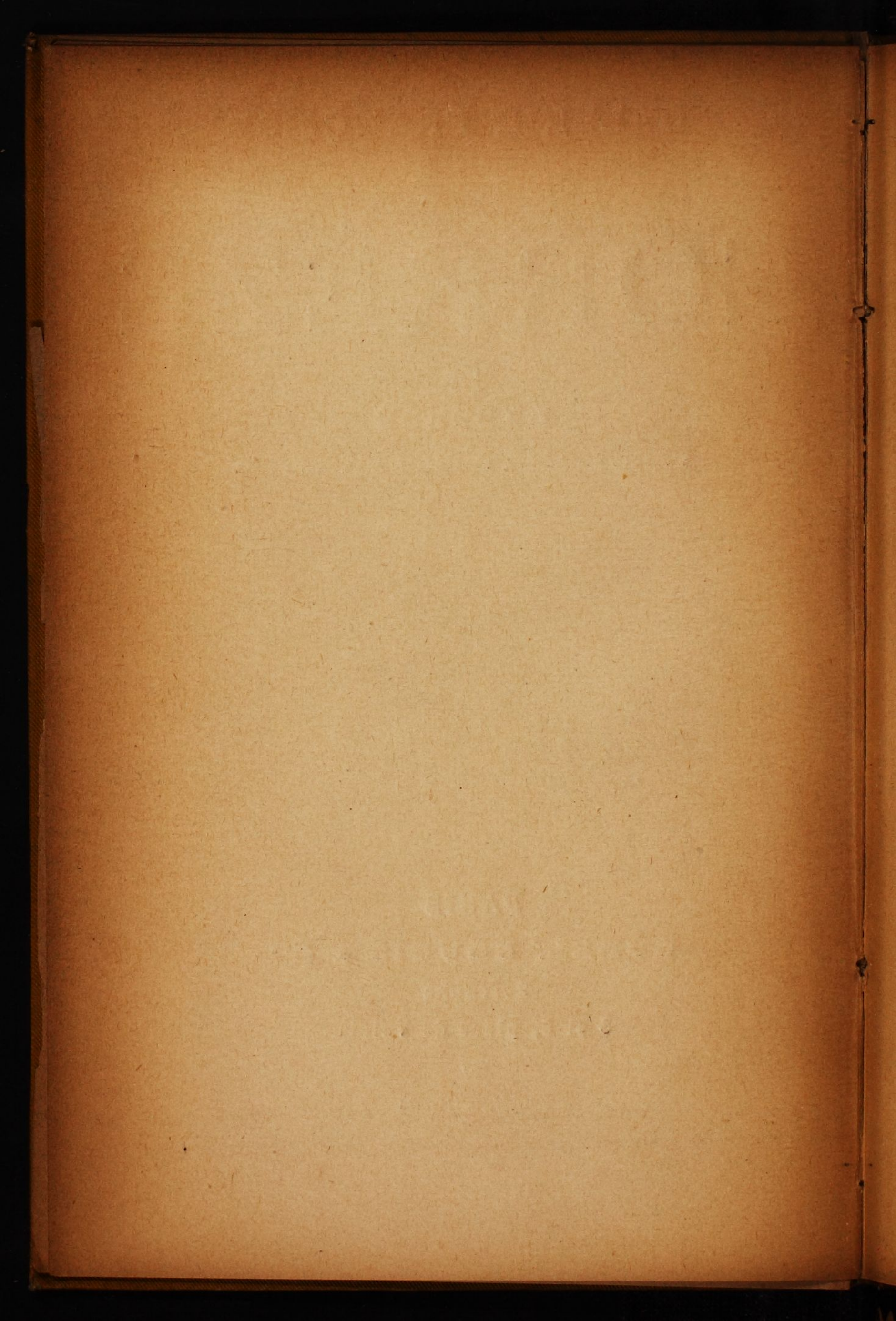


PARIS

CUREL, GOUGIS & CIE

ÉDITEURS

3 et 5, place de Valois



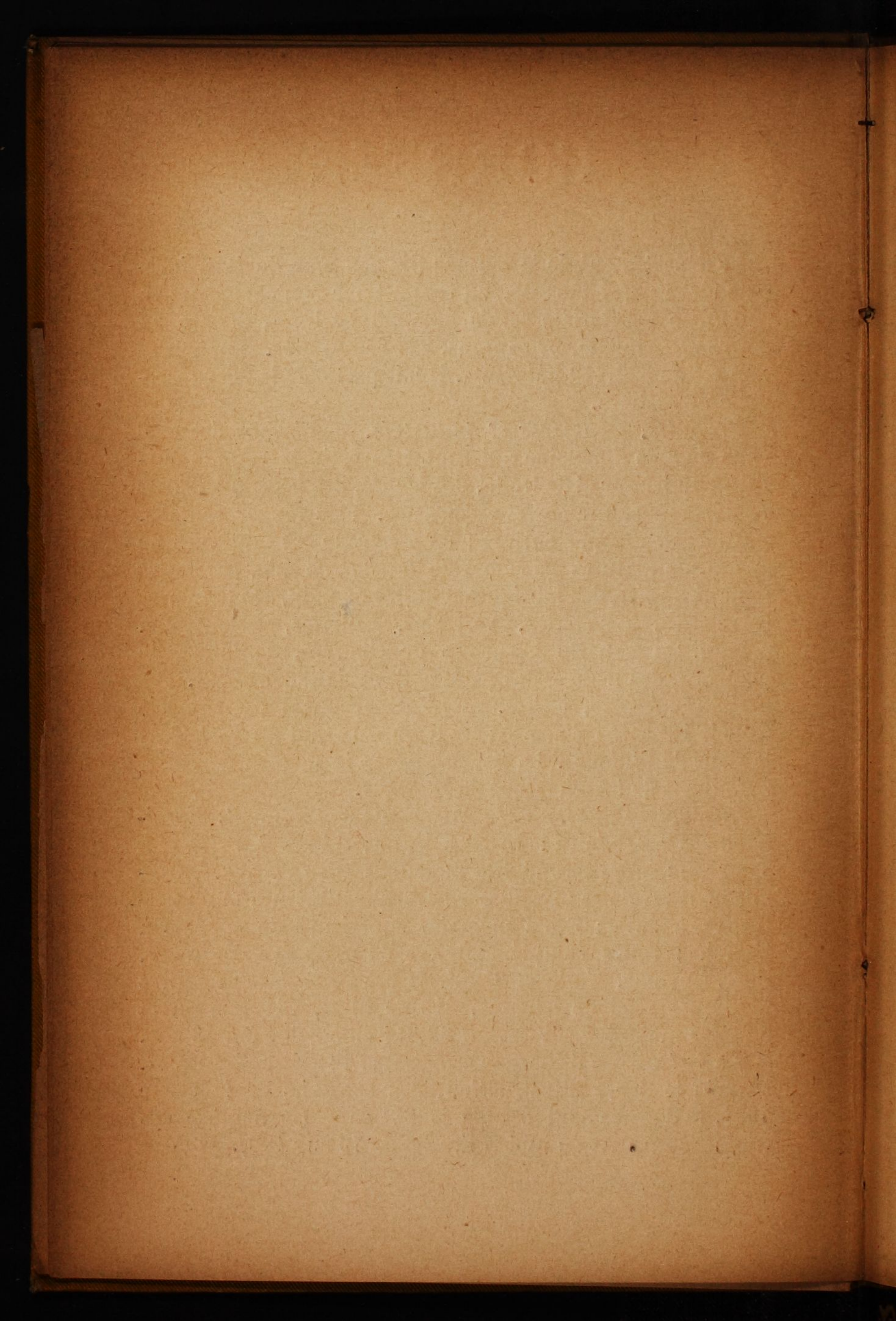
CORRÈZE

Le département de la Corrèze tire son nom de la principale rivière qui l'arrose, en passant par son chef-lieu : sa superficie territoriale est de 586,568 hectares, divisée en 3 arrondissements, 29 cantons, 287 communes. Sa population est de 328,119 habitants. Il fait partie de la 28e conservation forestière.

Produits, commerce et industrie. — Elevage des chevaux de race limousine qui sont très estimés comme animaux de labour et de traits, des bœufs, des bêtes à laine de race indigène, grande et vigoureuse. Vins rouges estimés. Pays d'assez bonne culture ; on y compte des fabriques de serges, de filatures de coton, de laine et de soie, des forges à fer et à acier, des fabriques d'huiles de noix, des tanneries corroieries, papeteries, verreries, tuileries, briqueterie, poterie. On exporte beaucoup de chanvre, de toiles, de planches, des truffes, des pâtés et des volailles truffées.

Armée, justice, cultes. — Le département est compris dans le 12e corps d'armée ; ses tribunaux sont du ressort de la Cour de Limoges. La Corrèze forme le diocèse de Tulle, suffragant de l'Archevêché de Bourges.

Instruction publique. — Académie de Clermont. Enseignement secondaire : Lycée à Tulle ; collège à Brive et à Treignac ; cours secondaires de jeunes filles à Brive. Enseignement primaire : Ecole normale d'instituteurs et d'institutrices à Tulle ; Ecole primaire supérieure de garçons à Uzerche ; cours complémentaires de garçons à Beaulieu, Bort, Meymac, Tulle et Ussel. Il y a 660 écoles primaires publiques (250 de garçons, 249 de filles, 161 mixtes, et 8 écoles maternelles, recevant 38,311 enfants de 6 à 13 ans. Il y a 107 caisses d'épargne scolaires et 41 caisses des écoles. D'après le degré d'instruction, des conscrits de la classe 1891, le département occupe le 85e rang (le nombre des conscrits sachant au moins lire est de 79 sur 100).



I. — LE PAYS ET LES GENS

Borné au Nord par la Haute-Vienne, à l'Est par le Puy-de-Dôme et le Cantal, au Sud par le Lot et à l'Ouest par la Dordogne, le département de la Corrèze est constitué dans sa presque totalité par un ensemble de plateaux dont la pente, du Nord-Est au Sud-Est, est indiquée par le cours de trois rivières principales qui suivent trois grandes vallées parallèles :

La première, la *Dordogne*, naît dans le Puy-de-Dôme et passe à Bort ; un de ses afluents, forme la cascade du Saut de la Sale. La seconde, *la Corrèze*, affluent de gauche de la Vézère, baigne la vallée centrale du département ; un de ses affluents forme la cascade de Gimel. La troisième, *la Vézère*, naît au plateau de Millevache, passe à Bugeat, où elle forme les cascades du Saut de la Virole, à Treignac, Uzerche et Vigeois et entre à Terrasson dans le département de la Dordogne.

Ces trois cours d'eau coulent dans des gorges étroites et profondes, aux aspects pittoresques et variés.

Cette variété de paysage qui caractérise le département est encore augmentée par sa division naturelle en deux régions très distinctes : *la Montagne* ou *les Terres froides, la Plaine ou les Terres Chaudes*. La première qui comprend les arrondissements d'Ussel, de Tulle et la partie septentrionale de l'arrondissement de Brive, se compose d'une succession de pla-

teaux surmontés de longues enfilades de collines granitiques. Si de Juillac à Beaulieu on trace une ligne passant par Allassac, Donzenac, Brive et Beynat, on a la limite qui ferme la région de la *Plaine*, à laquelle son climat presque tiède et ses productions variées : céréales, primeurs, arbres fruitiers de toute espèce, ont valu le nom d'*Eden de la Corrèze :*

« Les belles collines granitiques du Limousin, arrondies en demi-globes, ses vastes forêts de châtaigners nourrissent une population honnête, mais lourde, timide et gauche par indécision. Pays souffrant, disputé si longtemps entre l'Angleterre et la France. *Le Bas-Limousin est autre chose*, *le caractère remuant et spirituel des méridionaux y est déjà frappant.* » Ce jugement de Michelet n'a besoin que d'être complété et développé.

Comme le pays lui-même, la race limousine est très variée. S'il est des différences entre les habitants du Haut et du Bas Limousin, il en est aussi, dans le Bas Limousin, entre les habitants des *Plateaux* et ceux de *la Plaine*. Chez les uns dominent des qualités modestes mais solides : jugement pratique, âme énergique, caractère honnête et prudent.

Chez les autres, il y a plus de brillant, de gaité, d'imagination, ce qui s'explique par un climat plus doux, des paysages plus riants, une existence plus agréable et plus facile.

Si la pauvreté du sol et les brusques variations du climat ne permettent pas au paysan corrézien d'escompter sûrement ses récoltes et lui rendent par suite l'esprit un peu lourd et indécis, dans la classe moyenne où le souci de la vie matérielle joue un rôle

moins important on retrouve les dons les plus précieux de la race française.

Les populations corréziennes sont en général dures à la fatigue et au travail, persévérantes, économes, et, depuis longtemps, peu accessibles aux commotions politiques et aux révolutions. Il faut un grand danger national pour montrer tout ce qu'il y a en elles de patriotisme et de dévouement. La belle conduite des mobiles corréziens pendant la guerre de 1870, en est une preuve. Aussi, lorsque Gambetta, le grand patriote, inaugura à Cahors le monument élevé en l'honneur des soldats tombés sur les champs de bataille de l'Année Terrible,joignit-il à leur souvenir celui des volontaires corréziens.

Est-il besoin de rappeler que le Limousin, depuis les premiers temps de son histoire, n'a cessé de lutter pour défendre son indépendance et ses libertés communales : contre les Romains, avec *Pédulix*, contre les Carlovingiens avec *Waïffre d'Aquitaine* ; contre l'oppression féodale, les invasions normandes, sarrasines et anglaises ? Enfin, pendant la période contemporaine, sous la Monarchie, la Révolution, le Consulat et l'Empire, le département de la Corrèze a pu inscrire sur son livre d'or une foule de noms des généraux remarquables, dont la plupart ont l'honneur de figurer sur l'Arc-de-Triomphe.

II. — AGRICULTEURS ET INDUSTRIELS

Thomas et Charles Le Clère.

Thomas le Clère *(Clar)*, catholique irlandais réfugié en France pour échapper aux vexations du gouvernement britannique, vint s'installer comme industriel et commerçant à Brives, sur les conseils de Turgot alors intendant du Bas-Limousin.

Arrivé en 1754, il s'occupa avec un grand succès de la culture du mûrier, du tissage de la soie et de l'importation de la pomme de terre, importation encouragée par Turgot et par la *Société royale d'Agriculture du Limousin* dont Le Clère fut directeur.

L'usine qu'il avait fondée à Brive pour le tissage de la soie et du coton devint *Manufacture royale* par lettres patentes de Louis XV, et fut dès lors le centre d'un important mouvement d'affaires.

Son fils, Charles Le Clère, continua ses opérations agricoles et industrielles. Il témoigna aux ouvriers placés sous ses ordres la bienveillance d'un vrai philantrope et, au moment de la crise des assignats, sacrifia une partie de ses ressources personnelles pour venir en aide à ces ouvriers. Successivement membre du conseil général de la Corrèze, président du Collège électoral, il fut, sous le premier Empire, nommé chevalier de la Légion d'honneur et reçut le titre de baron.

La manufacture de coton des le Clère, si prospère au début du siècle, ne put se soutenir lors de la crise cotonnière qui sévit aux Etats-Unis vers 1850. Sa disparition suivit de près.

Outre cette manufacture, les le Clère avaient fait élever à Malemort, près Brive, pour leur filature, des constructions où se trouve aujourd'hui installée une papeterie.

Charles-Ferdinand de Lasteyrie 1759-1849.

Charles-Ferdinand de Lasteyrie est un des agronomes français les plus distingués. Né à Brive, en 1759, il s'adonna de bonne heure à l'étude de l'économie rurale à Limoges, à Paris et dans ses terres du Saillant.

Ses études terminées, il visite l'Angleterre, où il entre en relations avec les principaux économistes et savants : Adam Smith, Arthur Young, Fox, etc., puis la Suisse, où il fait la connaissance de Lavater et de Fellenberg, le fondateur de l'institut agricole de Berne.

Rappelé à Paris par la Révolution, il défendit avec La Fayette, dont il était le parent et l'ami, les idées libérales qui devaient transformer la société française et rayonner sur toute l'Europe avec les armées de la Révolution, du Consulat et de l'Empire.

La Révolution terminée, Ferdinand de Lasteyrie reprit le cours de ses voyages et visita la Belgique, la Hollande, le Danemark et la Suède. En Espagne, il étudia la culture du pastel et du cotonnier et contribua à importer les moutons mérinos en France. Il s'occupa aussi de la culture du riz, de la chicorée sauvage et de l'indigotier, décrivit les lavoirs à laine et les moulins à broyer le plâtre, la préparation des olives, l'usage de l'aloès dans la fabrication du filet et de la dentelle,

d'après le procédé employé en Catalogne, et un moulin à manège pour broyer le cacao, dont il avait vu le fonctionnement à Barcelone.

C'est à lui qu'on doit la première fabrique de plumes métalliques et l'organisation de la première imprimerie lithographique, d'après les procédés qu'il était allé étudier à Munich, auprès de Senefelder. Il termina ses jours dans l'étude et la propagation des méthodes d'enseignement mutuel. Il fut pendant plusieurs années le Directeur du « *Journal des connaissances usuelles et pratiques,* » qu'il avait fondé lui-même.

Membre de la *Société pour l'encouragement de l'Industrie Nationale*, il fut un des fondateurs de la *Société pour l'instruction élémentaire.* Il avait constitué un cabinet remarquable renfermant tous les objets qui concernent l'économie rurale, ainsi que tous les ouvrages importants écrits sur cette matière. Ses écrits fort nombreux traitent des diverses parties de l'agronomie.

III. — SOLDATS ET MARINS

Le Limousin compte un certain nombre de familles nobles qui sous l'ancienne monarchie se sont illustrées à la guerre : les deux principales sont les Chabannes et les Noailles. Nous dirons quelques mots de leurs principaux représentants.

Les Chabannes.

Le plus connu des Chabannes est Jacques, deuxième

du nom, si populaire sous son titre de seigneur de la Palice. Le château féodal et la seigneurie de La Palice appartiennent au département de l'Allier qui revendique, non sans raison, l'honneur d'avoir vu naître le brave maréchal tué à Pavie.

La Palice prit une part glorieuse à la terrible guerre qui devait se terminer par l'expulsion des Anglais. Sous Charles VIII, il contribua à la conquête du royaume de Naples et sous Louis XII, à celle du Milanais. Il se signala ensuite à la bataille de Ravenne et fait prisonnier à Guinegate, il réussit à s'échapper. Sous François Ier, il fut nommé maréchal de France, fut un des héros de Marignan, de la Bicoque, de Fontarabie, chassa de la Provence les Impériaux commandés par le connétable de Bourbon et périt à la désastreuse bataille de Pavie, qu'il avait déconseillée.

La chanson si connue qui tourne en ridicule ce courageux et intrépide guerrier, a été composée par La Monnoye au XVIIIe siècle ; elle succédait à une vieille chanson fort naïve, dont le premier couplet seul nous est parvenu et qui aurait été faite sur un personnage imaginaire, la Galisse. Le nom de La Palice, alors dans toutes les bouches, se substitua assez naturellement à celui de la légende ; mais il est honnête de ramener à l'exacte vérité une tradition fausse qui dénature totalement le caractère de ce véritable héros.

Il y aurait encore à citer, *Jean de Chabannes*, frère du précédent, surnommé le *Petit Lion*, qui se distingua à Agnadel, à Marignan, à la Bicoque et se fit tuer à Rebec, en 1524 ; et leur père *Jacques I de Chabannes*, qui mourut à Castillon des suites de ses blessures, après avoir pris part à toutes les guerres de son temps.

Les Noailles.

Les Noailles, dont le l'histoire remonte au xe siècle, ont fourni au pays quatre maréchaux de France, un amiral, et nombre de vaillants officiers. Nous retenons cinq de ces illustrations.



Anne-Jules de Noailles, est né en 1650. Il fut capitaine des gardes du corps et prit part à l'invasion de la Franche-Comté (1668) et à celle de la Hollande (1672). Il fut nommé gouverneur du Languedoc, où, lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, il montra quelque modération dans l'exécution des ordres qu'il avait reçus contre les Calvinistes. Il reprit ensuite le métier des armes, commanda l'ar-

mée qui devait seconder l'insurrection des Catalans contre l'Espagne, s'empara de Campredon, de Rosas, de Girone et d'Hostalrich et remporta la victoire du Ter.

Il mourut duc et pair en 1708.

Son petit-fils, *Louis, duc de Noailles*, fils du précédent et d'une nièce de Mme de Maintenon, plus connu sous le nom de *Duc d'Ayen,* naquit en 1713 et mourut en 1793. Il fut successivement maréchal de camp, lieutenant général, gouverneur de Saint-Germain-en-Laye, maréchal de France et capitaine des gardes du corps. Il fut, dans la dernière partie de sa vie, honoré de la confiance de Louis XVI.

Philippe de Noailles, frère du duc d'Ayen, se fit remarquer sous les maréchaux de Saxe, d'Estrées, de Richelieu et notamment à la bataille d'Hilkersperg où il sauva l'armée. En 1748, il était lieutenant-général ; nommé gouverneur de la Guienne il exerça, pour le plus grand bien de tous, ces fonctions importantes jusqu'en 1785.

En 1787, il fit partie de l'Assemblée des Notables. Son grand âge ne lui permit point de paraître aux Etats-Généraux, mais il resta quand même fidèle au roi pendant les derniers jours de la royauté, en particulier lors des journées du 20 juin et du 10 août. Il fut arrêté comme suspect en 1794 et mourut sur l'échafaud en compagnie de sa femme.

Son neveu, *Jean-Louis-François-Paul, duc de Noailles*, né en 1739, fit les quatre dernières campagnes de la guerre de Sept-Ans, devint capitaine des gardes-du-corps, émigra lors de la période révolutionnaire et rentra en France sous la Restauration. Il était, à sa mort (1824), pair de France et membre de l'Académie des sciences.

Louis-Marie de Noailles, 2e fils du duc de Mouchy, se rallia tout jeune aux idées libérales et prêta serment à la nation. Après la fuite du roi à Varennes, il commanda la place de Sedan et les avant-postes du camp de Valenciennes en 1792.

C'est en Amérique, en combattant sous les yeux de Washington, qu'il avait puisé son enthousiasme pour les principes de la Révolution. Ce fut lui qui proposa, dans la fameuse séance du 4 août, le rachat des droits féodaux, la suppression des servitudes personnelles et l'égale répartition des impôts ; il fit aussi décréter par la Constituante l'organisation nouvelle de l'armée et de la gendarmerie.

En 1792, il quitta l'armée et émigra en Angleterre. Sous le Consulat, il reprit du service et fut envoyé à Saint-Domingue avec le grade de général de brigade ; il se fit remarquer par son intrépidité à la belle défense du môle Saint-Nicolas. Il mourut à la Havane, des suites d'une blessure reçue en capturant un vaisseau anglais.

Le Maréchal Brune (1763-1815).

Guillaume-Marie-Anne Brune naquit à Brive-la-Gaillarde, en 1763, d'une ancienne famille bourgeoise. Son père, avocat au présidial de Brive le destinait au barreau et dirigea ses études dans ce sens ; mais Brune avait plus de goût pour la littérature que pour le droit : Il laissa là le barreau et se fit imprimeur et journaliste.

En 1790-1791, il se trouvait à Paris : il embrassa les principes de la Révolution et rédigea pendant quelque temps le *Journal général de la cour et de la ville.* Il entra en relations avec Danton dont il devint

l'ami, et fut avec lui un des fondateurs du Club des Cordeliers.

Nommé par Danton adjoint aux adjudants généraux de l'intérieur en septembre 1792, le mois suivant il devenait colonel-adjudant-général et suivait en cette qualité Dumouriez dans la campagne de Belgique, où il se distingua.



L'année d'après, il fut envoyé en mission contre les fédéralistes du Calvados, revint rejoindre l'armée du Nord, se fit remarquer à Houdschoote et exerça ensuite divers commandements à l'intérieur.

En 1796, il était général de brigade et se battait vaillamment sous les ordres de Bonaparte, à Arcole et

à Rivoli. La campagne finie, il fut nommé général de division.

Après le traité de Campo-Formio, il passa en Suisse, où il s'empara de Berne, revint en Italie en 1798, puis fut chargé du commandement de l'armée Gallo-Batave en Hollande, gagna sur les Anglo-Russes du duc d'York la glorieuse bataille de Bergen (1799), et imposa aux coalisés l'humiliante capitulation d'Alkmaër.

A la suite de ces brillants faits d'armes, il reçut la mission délicate d'aller aider à la pacification de la Vendée et, après un plein succès, revint pour la troisième fois en Italie où il se fit remarquer au passage du Mincio (1800).

Ambassadeur en Turquie de 1802 à 1804, il fut récompensé à son retour par sa promotion au maréchalat d'Empire, et chargé du commandement de l'armée des côtes de Boulogne (1805).

En 1807, après avoir été nommé grand-croix de la Légion d'honneur, il reçut le titre de gouverneur général des villes hanséatiques, commença la conquête de la Poméranie, et, après la victoire de Stralsund, devint chef du corps de réserve de la Grande-Armée.

De 1807 à 1814, il se vit retirer son commandement et vécut dans la retraite à la suite d'une disgrâce : en signant une convention avec le roi de Suède, il avait fait mention de l'*Armée française* et non de l'*Armée de sa Majesté impériale et royale*. Ce simple fait excita au plus haut degré la colère de Napoléon; Berthier reçut l'ordre d'écrire au coupable : « Rien d'aussi monstrueux ne s'était passé depuis Pharamond. »

En 1814, il se rallia aux Bourbons et, lors du re-

tour de l'Ile d'Elbe, il accepta de Napoléon le commandement du camp d'observation du Var.

Après Waterloo, il fit sa soumission à Louis XVIII. Mais, comme il rentrait à Paris, la populace d'Avignon, ameutée par les réacteurs royalistes, l'arrêta dans cette ville, le 2 août 1815, et, bien qu'il fût muni d'un passeport en règle, l'assassina lâchement, traîna son cadavre dans la boue et le précipita dans le Rhône. Le corps, recueilli à Arles par M. de Chartrouse, fut enseveli dans cette ville. On essaya d'abord de faire croire à un suicide, mais il fallut enfin se décider à poursuivre, sur la plainte énergique de sa veuve qui dut avancer les frais et dépens de la procédure.

En février 1825, la cour d'assises de Riom condamna à mort par contumace le nommé Guindon, dit Roquefort, portefaix demeurant à Avignon, comme coupable d'un assassinat dû à la surexcitation des passions politique. Il fut en même temps ordonné que tous les actes ou registres, dans lesquels la mort du Maréchal avait été attribuée à un suicide, seraient rectifiés.

Brune a laissé deux ouvrages : Un *Voyage pittoresque et sentimental dans plusieurs provinces occidentales de la France*, en prose et en vers ; et le : *Journal historique des opérations de l'armée d'Italie conduite par le général Brune depuis le* 27 *frimaire jusqu'au* 27 *nivôse, an VIII* (1801). Sur la place de la Guierle, dans sa ville natale, ses compatriotes et ses compagnons lui ont dressé une statue, en 1841.

Le général Delmas. (1768-1813).

Antoine-Guillaume Delmas de la Coste est né à Argentat, le 21 juin 1768, d'une vieille famille d'épée.

Dès l'âge de 11 ans, il allait rejoindre, comme enfant de corps, en Amérique, le régiment de Touraine où un de ses oncles était capitaine et où avait déjà servi son père, et devenait ainsi un des champions de l'indépendance américaine.

La guerre finie, le jeune Delmas revint en France, et suivit les cours de l'Ecole militare comme cadet-gentilhomme et reparut en 1781 au régiment de Touraine avec le grade de sous-lieutenant. Il quitta le service en 1788 et se retira chez lui. Le directoire du département le nomma en 1790 lieutenant de gendarmerie.

Lorsque, en 1791, la Nation se leva en armes, la Corrèze ne resta pas en arrière. Les registres d'enrôlements volontaires ouverts dans les districts se couvrirent de signatures et, le 10 octobre, les volontaires corréziens, dont Delmas commandait le 1er bataillon, furent dirigés vers les places de l'Est et du Nord, mal armés, mal équipés, insuffisamment vêtus, mais pleins d'un courage à toute épreuve. La campagne débuta mal. En face des vieilles troupes autrichiennes, aguerries et disciplinées, la jeune armée nationale céda un instant, mais cette défaillance fut bientôt réparée. D'ailleurs les renforts ne cessaient pas d'affluer. La Corrèze, à elle seule, fournit deux bataillons nouveaux en un an. Tous ces volontaires prirent place dans les armées du Nord et du Rhin, sous les ordres de Delmas, de Martin, de Sacham, et reçurent glorieusement à Jemmapes le baptême du feu. Le duc de Brunswick et les coalisés reculaient à leur tour.

Pendant cette belle campagne, Delmas se signala à Stromberg, où il enleva à la baïonnette une hauteur occupée par une troupe prussienne bien supérieure

en nombre à la sienne ; à la retraite de Bingen, où il résista aux charges terribles des cavaliers de Hohenlohe, s'empara d'un drapeau ennemi et fut nommé général de brigade ; à Hersheim où il surprit 2.000 Prussiens, tua le colonel qui les commandait, et fit 100 prisonniers.

Envoyé à Landau comme adjoint au général du génie Laubordère par le Comité de salut public, il eut à lutter contre un ancien pasteur luthérien qui jouait au proconsul, sans mandat régulier de la Convention. Pour faciliter le tir de la place, Delmas avait fait raser une partie des arbres et des clôtures du jardin de l'ancien pasteur ; celui-ci le fit arrêter et emprisonner, mais les volontaires de Delmas prirent énergiquement la défense de leur chef et la Convention, pour éviter de graves désordres, ordonna bientôt de le mettre en liberté. Delmas reprit donc son commandement jusqu'au moment où la ville fut délivrée par l'arrivée de Hoche. Ce mémorable siège soutenu contre 35.000 prussiens, avait duré cinq mois. Aussi la Convention décréta-t-elle que cette poignée de héros, Corréziens pour la plupart, « avaient bien mérité de la patrie. »

Delmas prit alors le commandement d'une division de l'armée de Hoche, et, le soir même du combat de Lingelfeld, il reçut de la Convention l'ordre de se rendre à Paris où il fut enfermé à la prison des Carmes avec Hoche et son ancien compagnon d'armes Laubordère : tous les trois étaient arrêtés comme « suspects » par ordre du Comité de Salut public. Cet emprisonnement ne dura que 24 heures et Delmas, réintégré dans son grade, reprit le cours de ses exploits. Nous le retrouvons en Luxembourg, à la prise de Crèvecœur, et à l'armée du Rhin, où il force Neuhof et

culbute les troupes de l'archiduc Charles. Blessé à la hanche, il se repose à peine, court dans le Tyrol, où il se distingue à Neumark et à Botzen, et reçoit du gouvernement une armure complète pour prix de sa valeur. Au passage de l'Adige, Delmas blessé de nouveau, continua à combattre et, dix jours après, il protégea la retraite des divisions de son général en chef mis en déroute.

A son retour d'Italie, il se reposa quelque temps, et, se rendit ensuite à l'armée d'Allemagne sous les ordres de Moreau. Il culbuta les ennemis à Bâle, au passage du Rhin, les mit en déroute à Eugen, soutint leur choc à Mœskirch et se couvrit de gloire à Oberhausen. Pendant cette brillante campagne, les opérations périclitaient en Italie : Delmas y fut appelé par le premier Consul et mit les Autrichiens en déroute au passage du Mincio et de la Brenta. La paix de Hohenlinden termina la lutte.

Delmas, républicain convaincu, comme la plupart des généraux de l'armée du Rhin, fut mis aussi comme eux en non activité et se vit bientôt en pleine disgrâce. Son duel avec le général Destaing, ancien commandant des volontaires du Cantal, devenu bonapartiste fervent, le fit exiler de Tulle dans les 24 heures ; le 16 mai, il fut rayé des cadres de l'armée, par arrêté du premier Consul, et interné à Porrentruy, pour être mis définitivement à la retraite en 1811.

En 1813, à la suite de nos désastres en Russie et en Allemagne, il demanda à reprendre du service et mit son épée de patriote à la disposition de l'Empereur qui l'accepta avec empressement et le présenta ainsi à ses officiers, au quartier général de Lutzen : « Voici le géné-

ral Delmas, le premier général d'avant-garde de la République. »

Placé sous les ordres du Maréchal Ney, Delmas se comporta vaillamment dans tous les combats soutenus par sa division et mourut à Leipzig, le ventre déchiré par un boulet, en essayant de dégager la division Durutte. Il avait 45 ans.

C'est une des plus nobles figures de la France républicaine. Aussi désintéressé que vaillant, il laissa pour toute fortune à sa famille l'arriéré de sa solde de général.

Les Marbot.

Le village de Larivière, a été le berceau des Marbot, dont les plus célèbres sont : *Antoine Marbot* et son fils *Marcelin*, l'auteur des *Mémoires* publiés de nos jours.

Antoine Marbot naquit en 1753 et reçut une excellente éducation, dont les bons effets se firent sentir plus tard dans la façon dont il maintint la discipline et les saines traditions dans les armées républicaines et dans son état-major.

Dès l'enfance, il montra un goût prononcé pour les armes, et, en 1774, acceptant les propositions d'un de ses voisins, le colonel marquis d'Estresse, il entra dans les gardes-du-corps de Louis XV. En 1781, il passa des gardes-du-corps au 6[me] dragons, qu'il quitta en 1786. Le 1[er] mai 1789, il se rengagea et remplit les fonctions d'aide-de-camp auprès du comte de Schomberg qui commandait la division de Franche-Comté.

En 1790, il fut député à l'Assemblée législative. Après, la session de 1791, effrayé des excès de la Convention, il embrassa de nouveau la carrière militaire,

et devint, dans l'armée des Pyrénées, adjoint à l'Etat-major, capitaine et enfin chef de bataillon (1793).

Il se distingua brillamment dans plusieurs combats contre les Espagnols et fut nommé général de brigade. Quatre mois après, en récompense de ses services dans les fonctions d'inspecteur sous les ordres de Dugommier, il devenait général de division.

Il passa, en 1794, à l'armée des Pyrénées Occidentales et chargé d'en commander l'aile gauche, il battit à sa tête les Espagnols à Villanneva et à Ostitz.

Malgré ces brillants succès, Marbot fut dénoncé et destitué pour avoir refusé, sourd aux instances d'un représentant du peuple, de fusiller tous les prisonniers.

Il re retira alors à Brive et protesta en termes fort éloquents contre cette disgrâce. Il fut réintégré le 12 juin 1795. Trois mois après, la Corrèze le choisissait encore comme représentant, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1799.

Comme membre du Conseil des Cinq-cents, Marbot combattit toujours les mesures excessives, la peine de mort contre les émigrés rentrés, l'expulsion des nobles ; il alla même jusqu'à la magnanimité en se montrant l'unique défenseur de celui qui l'avait dénoncé et fait destituer, et le sauva de la déportation.

En 1799 Marbot quitta le Conseil des Cinq-cents pour prendre le commandement de la 17me division militaire à Paris, puis celui, plus actif, d'une division en Italie dans l'armée de Championnet. Il trouva là des troupes qui manquaient de tout ; il releva si bien leur courage et se dévoua à tel point à leur bon entretien que le commandant en chef, démissionnaire et mourant, le pria d'accepter ses fonctions. C'est en cette

qualité que Marbot eut à se défendre à Cadibone avec 500 hommes contre 18.000 ; blessé et malade, il se replia sur Gênes, où il mourut du typhus et des suites de ses blessures. Son corps repose dans un bastion des remparts de Gênes.

Antoine Marbot ne fut pas seulement un bon général et un vaillant soldat ; il fut aussi un citoyen libéral, dévoué, plein de droiture et d'humanité. Ces sentiments, il les poussa plus d'une fois jusqu'au point de compromettre sa carrière : « Qu'on me destitue, s'écriait-il, devant les représentants en mission, qu'on me fusille, si l'on veut, le premier, jamais je ne laisserai donner la mort à des prisonniers désarmés ! ». Quoique partisan des idées nouvelles, il blâma les excès révolutionnaires et s'exposa même, à Tulle, en 1790, aux fureurs de la populace en s'efforçant de sauver un capitaine de Navarre. Il abhorrait les compromissions politiques et à un agent qui lui offrait, pour ne point prendre la parole dans une discussion, un mariage de 20.000 livres de rente pour son fils, il répondit : « Je vous remercie : j'aurais peut-être parlé faiblement, vous me donnez la voix de Stentor. »

Comme chef, il s'intéressait à ses soldats, les considérait comme ses enfants et leur venait en aide pécuniairement ; il s'opposait à ce qu'on les maltraitât, comme cela se produisait assez souvent. Malgré sa vie sobre et réglée, à dater de son commandement à l'armée sa fortune commença à diminuer et il fut obligé plus tard de vendre son patrimoine pour acquitter les dettes qu'il avait contractées au service.

Le nom du général Antoine Marbot est inscrit sur l'Arc-de-Triomphe et son buste figure dans les galeries de Versailles.

Ses deux fils, nés à Altillac, occupaient eux aussi dans l'armée de hautes situations et continuaient dignement la tradition paternelle. Le premier, *Adolphe Marbot*, fut maréchal-de-camp et mourut en 1846, au château de Brat, commune d'Altillac. Le second, plus connu grâce à la publication récente de ses *Mémoires*, est un des plus vaillants soldats du Premier Empire. Il mérite bien plus qu'une simple mention.

Marcelin Marbot commença son éducation dans un couvent de filles à Turenne. A douze ans, il reçut les premiers rudiments des sciences à Lozère et sortit de là à dix-sept, pour s'engager dans l'armée d'Italie sous les ordres de son père. Au bout de trois mois, il était officier et faisait le dur apprentissage de la guerre au siège de Gênes, où il faillit mourir de faim et de misère. On le retrouve ensuite à Marengo, en Portugal avec le général Leclerc, dans le Tyrol avec Augereau, à Eylau où il gagne les galons de capitaine à vingt-quatre ans ; en Espagne, où il est chargé de porter les dépêches et se fait grièvement blesser dans une embuscade ; au siège de Sarragosse, où il reçoit une balle au travers du corps et conquiert ainsi son grade de chef d'escadron. Il assiste ensuite au siége de Ratisbonne, à la bataille d'Essling, passe en Portugal avec Masséna et reçoit là une nouvelle blessure qui l'oblige à prendre un congé. En 1812, il est adjoint par l'Empereur au colonel du 23me chasseurs à cheval et se distingue pendant la campagne de Russie, en particulier au passage de la Bérésina. Il est encore blessé à Leipzig et enfin à Waterloo. C'est à cette partie de sa vie que s'arrêtent les « *Mémoires* » publiés de nos jours.

Au retour des Bourbons, Marbot fut exilé pendant

quelque temps, puis rappelé sous la Restauration et placé comme gouverneur auprès du duc de Chartres. En 1830, il fut nommé général de brigade et aide de camp de son élève devenu duc d'Orléans ; il l'accompagna au siège d'Anvers (1832) et lui fit visiter, dans de nombreux voyages, les lieux où s'étaient livrés les plus célèbres combats de la période contemporaine.

En 1835, il partit pour faire campagne en Algérie et prit part à l'expédition de Mascara où il se conduisit avec beaucoup de cœur, protégeant contre les attaques de l'ennemi les malheureuses familles arabes ou juives qui fuyaient la ville abandonnée par nos troupes. Le général Marbot accompagna encore le duc d'Orléans dans la folle expédition des Portes de fer, puis, en 1840, à Médéah, où il fut blessé au genou.

Revenu en France, il devint aide-de-camp du roi, pair de France et occupa ses dernières années à des travaux parlementaires, des inspections générales ; membre du Comité de Cavalerie, il fut fidèle jusqu'au bout à son noble dévouement à l'armée et à la France.

Les *Mémoires* de Marbot, publiés récemment, ont été l'objet d'une Notice lue par M. Melchior de Vogüe dans la séance annuelle de l'Académie française. Le général corrézien s'y montre avec toutes ses qualités de soldat et de patriote, auxquelles se joignent celles d'un véritable historien.

Les Grivel. (1778-1869).

Jean-Baptiste Grivel naquit à Brive d'une famille originaire de Donzenac.

Son père, Antoine Grivel, ancien *garde de la Porte*

sous Louis XV, était avocat à Brive, lorsqu'il fut choisi par ses compatriotes pour les représenter à Paris, à la fête de la Fédération. Plus tard, à la tête du bataillon des *mains blanches*, il essaya de s'opposer aux excès des Montagnards dans la Corrèze. Se voyant, comme beaucoup d'autres, impuissant à leur résister et près de passer pour « suspect » il enrôla ses deux fils dans son bataillon et tous ensemble prirent le chemin de la frontière d'Espagne. La campagne finie, et de retour à Brive, Antoine Grivel, redevint avocat, fut Président du Tribunal criminel et mourut à Limoges, où il était Président à la Cour, à l'âge de 77 ans.

Jean-Baptiste Grivel, son premier fils, avait pris goût au métier des armes. Il résolut de se faire marin et subit avec succès les examens d'aspirant.

Ses débuts sur les frégates l'*Alceste*, la *Badine*, le *Saint-Hilaire* et l'*Impétueux*, le firent arriver promptement au grade de lieutenant et il passa en 1803 dans le bataillon des marins de la garde. Il fut envoyé ensuite au camp de Boulogne, suivit la Grande-Armée dans la campagne de 1805 et se tira à son honneur d'une mission dont il avait été chargé à Vienne. On le retrouve ensuite dans le golfe de Venise, au siège de Dantzig et à Tilsitt, où il assista à la célèbre entrevue de Napoléon et d'Alexandre. La guerre ayant recommencé peu après, Grivel fut envoyé en Espagne, et put, grâce à son énergie sauver une centaine de soldats français du massacre de Madrid. Alors survint la désastreuse capitulation de Baylen aux termes de laquelle Grivel et ses marins étaient envoyés à Cadix sur les pontons, où ils eurent à endurer les pires souffrances.

Par un coup d'audace extraordinaire , Grivel s'empara avec ses compagnons de captivité d'un bateau-citerne sur lequel ils avaient été chargés de transporter des barriques traversa la rade de Cadix sous une volée de mitraille dirigée pendant une demi heure contre les fugitifs par les navires anglais et espagnols, et rejoignit le corps du maréchal Soult. Il resta quelque temps sous les ordres du maréchal. C'est à cette époque, que monté sur une petite embarcation à six rameurs, il attaqua un vaisseau espagnol de 74 canons. Il échappa seul et fut récompensé par la croix de la Légion d'Honneur.

Après le siège de Cadix, il reçut le commandement du petit port de Chipiona et fit des captures importantes jusqu'à son retour à Paris en 1812.

Peu après, il repartait pour la campagne de Saxe avec le bataillon des marins de la garde réorganisé, se battait à Lutzen, où il gagnait les galons de capitaine de frégate, à Bautzen et à Dresde.

Pendant la campagne de France les marins de la Garde « bons à tout faire » se couvrirent de gloire, en particulier à Arcis-sur-Aube. C'est alors que Grivel fut nommé capitaine de vaisseau : il avait à peine 36 ans.

Il continua de servir son pays sous la Restauration, commanda la marine à Marseille pendant les Cent-Jours, et remplit à son honneur plusieurs missions difficiles. Grâce à lui, Toulon échappa aux convoitises de l'Angleterre lors du rétablissement de Louis XVIII.

De cette époque, il redevient marin, fait campagne dans les mers du Levant, aux Antilles, au Brésil et est nommé Contre-Amiral en 1824. En 1827, il va commander notre station navale sur les côtes de

l'Amérique du Sud : il réprime une révolte de nègres qui aurait pu avoir de funestes conséquences pour nos nationaux et pour toute la population de Rio-de-Janeiro, et aplanit un différend survenu entre la France et la République Argentine. Il emporta du Nouveau Monde, en témoignage de sympathie des habitants de Buenos-Ayres, un pavillon tricolore en soie, richement brodé par les dames de la ville.

Sous le gouvernement de Juillet, il fut créé préfet maritime de Rochefort, vice-amiral, préfet maritime de Brest. Il s'était marié en 1825 avec la fille d'un breton, le commandant Guérec, marin et soldat de l'Empire comme lui ; il perdit sa femme en 1836, après avoir eu d'elle un fils destiné au plus brillant avenir.

Son administration comme préfet fut à la hauteur de sa belle carrière militaire : on lui doit la création de l'Ecole des Mousses et la publication d'ouvrages très remarqués sur la marine. Il mourut à Brest, en 1869, entouré des regrets de toute la ville. Il avait été élevé par la monarchie de juillet aux dignités de pair, de grand croix et de baron héréditaire. L'empire l'avait nommé sénateur en, 1857, en remplacement de l'amiral Bergeret.

Richild Grivel, son fils, marcha sur ses traces et fut un marin distingué. Il entra à l'Ecole navale à 14 ans à peine et reçut le baptême du feu et sa première blessure au siège de Sébastopol. En 1859, il prit part au débarquement d'un corps français à Venise et commanda, en 1870, deux vaisseaux dans l'escadre de la Baltique. Il est mort contre-amiral, en 1883, à bord de la frégate *la Pallas*, en vue de Gorée. Comme son père, il a laissé sur la marine des ouvrages fort esti-

més ; comme lui, ce fut un homme de cœur et un noble caractère.

Brusly (1809).

Originaire de Brive, Brusly eut une existence des plus mouvementées. Capitaine d'armes spéciales avant la Révolution, il fut, sous la période révolutionnaire, tour à tour employé, avancé, révoqué, démissionnaire ou suspect. Il goûta même de la prison et n'échappa à la guillotine que grâce à la mort de Robespierre.

Quand on lui offrit le grade de général de division, il le refusa, ne voulant le gagner que sur le champ de bataille et prétendant « qu'il aimait moins les galons que les coups. » Il fut successivement chef d'état-major et commandant d'avant-garde et sut s'attirer l'estime de Marceau sur le Rhin. Cette amitié lui porta tort, car, Marceau exilé, on écarta ses amis et Brusly fut détaché à l'ambassade de Constantinople. Son esprit curieux et amoureux des aventures le poussa à pénétrer dans le sérail. On s'empara de lui et, sans l'intervention de Brune, alors chef de l'ambassade, il eût été bel et bien empalé.

Il eut une fin non moins tragique mais plus noble. Il était gouverneur de l'île Bourbon, en 1809, lorsque les Anglais y débarquèrent 5.000 hommes, appuyés par leur escadre. Brusly n'avait pour défendre cette île ouverte de toutes parts que cinq cents hommes, en grande partie inexpérimentés. Il ne pouvait un seul instant songer à résister ; c'était sacrifier soldats et habitants. Mais signer une capitulation lui semblait impossible : il se brûla la cervelle, comme l'avait fait à Verdun le commandant Beaurepaire.

De cet acte qui avait valu à ce dernier les honneurs du Panthéon, le seul souvenir qui reste est un portrait de Brusly dans la mairie de sa ville natale.

IV. — ECRIVAINS ET SAVANTS

Le Limousin eut, au XIIIe siècle, une langue classique et une littérature très florissante et produisit de nombreux troubadours dont les plus justement célèbres appartiennent au Bas-Limousin, *Bernard de Ventadour*, *Marie de Ventadour*, *Gaucelim Faydit* d'Uzerche, *Gui d'Ussel*, *Elie d'Ussel*, *Elie le Chanteur*, etc.

Bernard de Ventadour (XIIe siècle).

De tous ces poètes *Bernard de Ventadour* est le plus connu. Son père était un fournier du château de Ventadour. Le jeune Bernard, grâce à sa mine éveillée, à son intelligence précoce, fut vite remarqué de son suzerain, qui prit soin de son éducation, l'attacha à sa personne et l'autorisa même à porter son nom. Malheureusement pour lui, le poète, ayant osé adresser ses chansons à la châtelaine, fut chassé du château avec défense de reparaître.

Peu après, le fugitif trouvait un logis hospitalier à la cour de la duchesse de Normandie, Eléonore de Guyenne, ensuite, dans une autre cour non moins brillante, celle de Raymond comte de Toulouse, où il

resta jusqu'à la mort de cet illustre protecteur des troubadours (1194).

Déjà il commençait à ressentir le dégoût du monde et de ses vains plaisirs. Ce dégoût le conduisit à l'abbaye de Dalon, où il termina ses jours sous la bure du moine, en compagnie de Bertrand de Born, son émule, le « Tyrtée du Moyen âge. »

Il nous reste de Bernard de Ventadour environ cinquante « chansons » brillantes et gracieuses, et deux « tensons » ou dialogues en vers. Pétrarque a fait dans « les Triomphes » l'éloge du troubadour bas-limousin : il l'y vante comme le plus harmonieux de nos poètes lyriques du Moyen-âge.

Bertrand de Latour (1575-1645).

Bertrand de Latour est le premier en date des historiens du Bas-Limousin.

Il naquit à Tulle d'une famille bourgeoise apparentée aux Baluze et qui avait déjà donné un évêque à cette ville, vers 1575. Il fit, au collège de sa ville natale de solides études et conquit tout jeune le grade de docteur en théologie.

D'abord chanoine de la cathédrale, il fut nommé, en 1628, curé de la Paroisse de Saint Pardoux-de-Chanac, présida, en 1630, à Tulle, à l'établissement du couvent des Ursulines, et posa la première pierre de l'église de Sainte- Ursule.

En 1633, il publia son : *Institution de l'Eglise de Tulle*, en latin ; c'est le premier ouvrage qui traite des origines et de l'histoire de Tulle ; bien que fondé sur la légende, il ne manque ni d'intérêt ni de valeur.

La deuxième partie du livre est celle qui présente le plus d'intérêt. L'auteur y raconte comment le mo-

nastère de Tulle fut fondé par Saint-Hilaire et Saint-Martin.

L'ouvrage de Bertrand de Latour a été traduit par *Bonnélye* de Tulle et commenté par *Baluze*. On lui doit encore quelques poésies limousines, entre autres des Noëls pleins de grâce et de malice.

Pierre de Besse (1567-1637).

Pierre de Besse est né en 1567, au village de Meymond, sur les confins du Limousin et de l'Auvergne, d'une vieille famille apparentée aux Arnauld de Port-Royal, et composée d'une fille et de six garçons, dont Pierre était l'aîné.

Il fit ses études au chapitre collégial d'Herment, la ville voisine, et y remporta de grands succès, grâce à un travail assidu, à une raison précoce et à une mémoire extraordinaire. Il était encore tout jeune que son caractère sérieux et appliqué décidait ses maîtres et ses parents à lui faire embrasser l'état écclésiastique. A 16 ans on l'envoyait comme boursier au Collège de St-Michel, établissement que *Pierre de Chanac*, évêque de Paris originaire du Limousin, avait fondé en faveur de ses compatriotes.

Pierre de Besse continua là encore à se faire remarquer par une application infatigable et une intelligence de plus en plus ouverte, qui le firent vite distinguer entre ses condisciples par un autre Limousin Messire Philippe de Pompadour, également bienfaiteur de l'établissement ; il fut son protégé et resta toujours son ami.

A vingt ans, ses études finies, Pierre de Besse devint précepteur à Paris et fut ensuite chargé d'administrer une paroisse dans la capitale. C'est là qu'il

commença à se livrer avec succès à la prédication.

Son premier livre de sermons publié en 1604, eut, en peu de temps, une dizaine d'éditions.

Il mourut en 1639, à l'âge de 72 ans, usé par un travail excessif, au Collège de St-Michel où il avait terminé ses études et dont il était devenu depuis de longues années principal. A ce titre il joignit ceux de syndic à la Faculté de théologie et de prédicateur et conseiller de Louis XIII.

Selon son vœu, il fut enterré, au milieu de la nef de St-Germain-l'Auxerrois « devant la chaire où il eut l'honneur de prêcher ».

Ses sermons, publiés sous le nom de « Conception théologique », étaient dédiés aux plus grands personnages. Il fut un vrai novateur dans l'éloquence chrétienne du XVIe siècle : il débarrassa le discours des personnalités trop hardies, de l'érudition pédantesque et mythologique, du mauvais goût et des violences politiques pour y introduire la simple raison et la pure doctrine évangélique ; enfin il laissa de côté tout les fatras grec et latin dont s'embarrassaient les prédicateurs de son temps, pour s'exprimer exclusivement dans sa langue maternelle.

Baluze (1630-1718).

Etienne Baluze, né à Tulle en 1630, fit ses études au collège de cette ville, alors dirigé par les Jésuites, et les continua au collège de Saint-Martial de Toulouse. Il étudia d'abord le droit, mais un goût invincible le portait vers les sciences historiques. Il s'y adonna avec toute l'ardeur de la jeunesse et, à 21 ans, publia quelques dissertations qui eurent un grand succès.

En 1656, il devint l'ami et le confident d'un prélat

fort savant et fort distingué, Monseigneur de Marca, qui venait d'être nommé archevêque de Toulouse, l'accompagna dans ses voyages et prit part à tous ses travaux. Cette intimité cessa malheureusement en 1662, à la mort de l'évêque, et Baluze fut bien aise, en 1667, d'être choisi par Colbert pour la direction de sa bibliothèque.

Pendant 33 ans, Baluze exerça ses fonctions avec le plus grand soin et enrichit cette précieuse collection de livres et de manuscrits qui en ont fait un des principaux fonds de la Bibliothèque nationale.

Baluze n'était pas seulement un érudit et un chercheur, mais un homme très gai et de beaucoup d'esprit, un bon vivant et un aimable compagnon. Son épitaphe, dont il est l'auteur vaut la peine d'être citée :

> Il gît ici le sire Etienne,
> Il a consommé ses travaux.
> En ce monde, il eut tant de maux
> Qu'on ne croit pas qu'il y revienne.

Ces maux n'ôtaient rien à son appétit. Gourmand, comme le sont volontiers les érudits, il avait une bonne table où il servait, pour le plus grand plaisir de ses convives, des plats limousins, qu'il préparait parfois lui-même.

En 1693, Louis XIV qui avait créé à son intention une chaire de droit canon au collège de France, le gratifia d'une pension pour son ouvrage sur les *Papes d'Avignon*, le nomma directeur du collège Royal et chanoine à Reims.

En 1708, son *histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, qui favorisait les prétentions de la maison de Bouillon sur le comté d'Auvergne, le fit exiler

successivement à Lyon, à Rouen, à Blois, à Tours et à Orléans ; l'ouvrage fut supprimé par arrêt du parlement et l'auteur dépouillé de tous ses biens et de tous ses emplois. Ce ne fut qu'en 1713 que sa bonne foi fut reconnue par le roi et que se termina son injuste exil.

On doit, en outre, à Baluze l'édition de plusieurs ouvrages intéressant l'histoire écclésiastique et une *Histoire de la ville de Tulle*, imprimée aux frais de l'imprimerie royale, par ordre du Régent.

Il mourut en 1718, laissant une bibliothèque composée de 11.000 volumes.

Un grand nombre de ses manuscrits furent achetés par le roi et constituent une section de la Bibliothèque Nationale, sous le nom d'*Armoires de Baluze*.

Marmontel (1723-1799).

Jean-François Marmontel est né à Bort, en 1723. Son père, qui exerçait la profession de tailleur, n'arrivait qu'à force d'économie à élever sa très nombreuse famille.

Par les soins de deux religieuses et d'un prêtre, le jeune Marmontel apprit à lire, à écrire et les premiers rudiments du latin. Il alla ensuite compléter son instruction chez les Jésuites de Mauriac, et fut un de leurs élèves les plus raisonnables et les plus laborieux. Au sortir du collège, son père le plaça chez un gros marchand de Clermont sans tenir compte de ses goûts. Marmontel ne put se résigner à renoncer à la littérature. Il prit le petit collet et chercha des leçons. Les oratoriens de Riom lui en procurèrent et il vécut ainsi quelque temps en Auvergne.

La mort de son père et de la plupart des membres

de sa famille le rappela à Bort. Il y tomba lui-même gravement malade, et fut soigné avec beaucoup de dévouement par le curé de St-Bonnet. Dès qu'il fut guéri, Marmontel reçut la tonsure et serait entré comme novice chez les Jésuites de Toulouse sans les



prières de sa mère. Il se décida enfin pour les Bernardins chez qui il professa quelque temps la philosophie. C'est alors qu'il débuta dans les lettres par une ode sur la poudre à canon et par différentes pièces présentées avec Sullès aux Jeux-Floraux.

Une lettre encourageante de Voltaire l'attira à Paris : il y fit jouer sa tragédie *Denys le tyran* qui obtint un succès éclatant et lui valut de précieuses et agréables amitiés dans le monde littéraire. Bref, il

devint un homme à la mode et un écrivain fort goûté. Les mauvais jours étaient finis et l'existence n'eut plus guère pour lui que des sourires, sauf un court séjour à la Bastille, où il fut enfermé à la suite d'une satire composée par un de ses amis contre le duc d'Aumont en 1754. Cette satire, qu'il s'attribua pour éviter la ruine d'un ami, lui fit aussi perdre le privilège du *Mercure de France* et la charge de *Secrétaire des bâtiments*, qu'il devait à la protection de la marquise de Pompadour. Il devint en peu de temps, collaborateur à l'*Encyclopédie*, *Historiographe de France*, et, en 1763, Académicien, en attendant d'être, vingt ans plus tard, le Secrétaire perpétuel de la Compagnie qui avait couronné son *Epitre aux Poètes* et sa *Poétique française.* Parmi ses œuvres nombreuses, contes moraux, tragédies, opéras, opéras-comiques, odes et poésies diverses, le plus grand succès fut pour son roman de *Bélisaire*, dont le fameux chapitre XV sur la tolérance lui attira les foudres de la Sorbonne, mais qui lui valut du roi de Suède et de l'Impératrice de Russie les lettres les plus flatteuses et suscita l'enthousiasme des philosophes.

Les *Incas*, roman poétique qui suivit *Bélisaire*, sont un autre long plaidoyer en faveur de la tolérance.

On doit en outre, à Marmontel : des *Eléments de littérature*, une amusante *Histoire de la Régence du duc d'Orléans*, un poème en 11 chants, assez froid, sur la *querelle des Gluckistes et des Piccinistes*, les *Mémoires d'un père pour servir à l'instruction de ses enfants*, les *Leçons d'un père à ses enfants sur la langue française*, œuvres intéressantes. Sous la Révolution, dont il avait d'abord embrassé les principes mais dont il repoussa toujours les excès, notre

philosophe perdit toutes ses places, vit son élection au Conseil des Cinq-Cents annulée, et, attristé par l'injustice de ses contemporains, se retira dans sa campagne d'Aboville, dans le département de l'Eure, où il mourut d'apoplexie.

En 1866, son corps fut transporté clandestinement d'Aboville à Saint-Aubin-du-Gaillon avec le concours du maire, du garde-champêtre et d'une brigade de gendarmerie. Le gouvernement impérial redoutait une manifestation à l'occasion de cette exhumation d'un ennemi du despotisme, mort depuis 60 ans !

Marmontel, a été un écrivain d'un beau talent. Son style, un peu monotone, est pur, élégant et facile. Comme homme, il fut un libéral et un modéré. Il avait épousé, à l'âge de 54 ans, la nièce de l'abbé Morellet, qui en avait 18, et cette union lui procura 22 années d'un bonheur que les évènements politiques ne purent troubler. Comme un sage, en effet, il sut se tenir prudemment à l'écart, conservant jusqu'à la fin de ses jours un optimisme raisonnable. Il joignait à une grande bonté de cœur, un esprit distingué, relevé d'une pointe de malice et de gaîté qui en faisait un homme du monde charmant.

De Feletz (1767-1850).

Charles-Marie Dorimond de Feletz, né à Cumont, près de Brive, le 3 janvier 1767, d'une ancienne famille limousine et périgourdine, passa son enfance dans ce petit village où s'élève encore sa maison natale.

A quatorze ans il achevait sa rhétorique au collège de Brive et allait faire sa philosophie au collège de Périgueux, dirigé par les Doctrinaires. Il compléta ses

études à Paris au collège Ste-Barbe et au collège du Plessis.

D'élève, il devint bientôt maître de conférences de philosophie et de théologie à Ste-Barbe, se lia avec plusieurs personnages qui devaient plus tard devenir célèbres : Bertin, Dussault, l'abbé Nicolle, etc. et fréquenta les salons, où il apprit le grand art de la causerie et de la discussion mondaine. En 1791, les professeurs de Ste-Barbe, ayant refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé, furent obligés de se disperser. Feletz revint en Périgord et embrassa la carrière ecclésiastique, malgré les dangers qui menaçaient alors les membres du clergé.

Arrêté en 1793 à Excideuil, comme prêtre réfractaire, il fut condamné sans jugement à la déportation et envoyé pendant 11 mois sur les pontons de Rochefort avec plus de 800 prêtres, réfractaires comme lui. Après des souffrances épouvantables causées par le scorbut et les mauvais traitements. Thermidor le rendit enfin à la liberté. Feletz, recueilli et soigné à Saintes, dans une famille d'amis, revint bientôt à Périgueux rejoindre ses parents et y écrivit son premier article de journal, qui fut fort remarqué.

Au 18 fructidor, il se trouvait à Orléans, lorsque recommencèrent les poursuites contre les prêtres insermentés. Décrété d'arrestation il put fuir, grâce à la complaisance d'un des gendarmes chargés de l'arrêter.

En 1801, commence réellement son existence littéraire et mondaine. Il était venu à Paris pour une affaire de famille et avait renoué avec son ancien condisciple Bertin, qui venait de fonder le journal *des Débats* avec la collaboration de Dussault et de Geoffroy. Bertin connaissait la valeur de Feletz : il

lui offrit de faire partie du nouveau journal comme critique littéraire.

Ses débuts furent éclatants. La lettre A dont il avait signé modestement ses premiers articles n'empêcha pas le public de savoir et de répéter avec estime son véritable nom. Il faut ajouter qu'il garda pendant 30 ans ce pseudonyme.

Feletz n'était pas seulement, écrit un de ses biographes, M. Delpit, « un homme de lettres nourri « de grec et de latin, c'était aussi un homme du « monde, connaissant les hommes pour les avoir « beaucoup pratiqués. M. de Feletz fut, pendant plus « de quarante ans, dans ses écrits comme dans sa « conversation, l'un des modèles les plus accomplis « de l'esprit français. »

La Restauration le nomma inspecteur d'Académie à Paris, et il exerça ces fonctions, pendant dix ans, avec une impartialité digne de tout éloge. — En 1827, il entra à l'Académie : c'était le premier journaliste qui avait cet honneur.

Après 1830, menacé de perdre la vue, il renonça à écrire. Il vécut douze ans encore soigné avec le plus grand dévouement par une de ses nièces, conservant jusqu'à son dernier jour tous les charmes de son esprit et toute son indulgence pour les faiblesses des hommes.

Saint-Marc-Girardin, alors directeur de l'Académie, fut chargé d'exprimer les regrets de la Compagnie sur cette perte « d'un des esprits les plus ingénieux et les plus élevés de son temps et l'un des plus affectueux et des plus aimables confrères, et aussi sur cette longue existence noblement remplie par la culture des lettres, la fermeté du caractère, la constance et la netteté des opinions. »

On a réuni en 7 volumes sous le titre de *Mélanges de Philosophie, d'Histoire et de Littérature*, les principaux articles de Féletz.

Boyer (1757-1833).

Alexis Boyer est né à Uzerche, le 1er mars 1757, d'une humble et pauvre famille de boutiquiers.

Dès qu'il sut lire et écrire, son père le plaça comme clerc chez un notaire de la ville. Entre temps l'enfant fréquentait chez un barbier qui maniait à la fois le rasoir et la lancette. Ce fut le point de départ de sa vocation; il devint rapidement des plus habiles dans l'art de la saignée.

Amené à Paris par un de ses parents, qui y conduisait des bœufs, Boyer entra chez un barbier comme premier garçon et, pendant ses heures de liberté, se mit à fréquenter les amphithéâtres et à se rendre utile aux élèves en aiguisant leurs scalpels. Bientôt on l'autorisa à assister aux opérations et il s'y montra si habile qu'il devint un guide précieux pour les débutants en qualité de *préparateur*.

De ce jour, il loua une chambre modeste et travailla opiniâtrement dans son lit, ses moyens ne lui permettant pas d'acheter du bois pour se chauffer. Epuisé par le travail et les privations, il tomba sérieusement malade et ne fut sauvé que grâce aux bons soins de sa sœur Marie et d'une pauvre blanchisseuse, sa voisine, dont il tenait les comptes.

En 1782, il fut admis, après concours, comme élève à la Charité ; en 1787, il devint *chirurgien gagnant maîtrise* avec le droit de pratiquer, et, six ans plus tard, *maître en chirurgie*. Il s'acquitta alors envers sa bienfaitrice, en demandant la main de sa fille et s'ins-

talla avec la famille de la blanchisseuse , à la Charité.

En 1792, chirurgien en second, il ouvrit à l'Hôtel-Dieu un cours de clinique, qui lui attira bientôt une nouvelle célébrité. En l'an III, il obtint une chaire de médecine opératoire et de clinique chirurgicale, et fut nommé chirurgien en second à *l'Hospice de l'Humanité* (ci-devant Hôtel-Dieu) aux appointements de 3.000 fr. Il continuait en même temps son service à la Charité où il faisait un cours d'anatomie. Il reçut enfin, sur sa demande, l'autorisation d'ouvrir un cours de pathologie externe, point de départ de son fameux ouvrage sur les *Maladies chirurgicales*.

Sous l'Empire, il fut choisi comme *premier chirurgien de l'Empereur*, et, à l'issue de la Campagne de 1806-1807, nommé par Napoléon chevalier de la Légion d'Honneur et baron, avec une dotation de 25.000 francs de rente.

En 1820, il entra à l'Académie de médecine, en 1825 à l'Institut, et devint premier chirurgien de la Charité. L'abdication de l'Empereur lui avait enlevé sa dotation ; il s'en consola en vrai philosophe et réduisit simplement son train de maison.

Sous Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe, il continua comme médecin consultant de ces trois souverains, son honorable carrière, restant simple et accessible à tous, ne rougissant jamais, bien au contraire, de son humble origine.

La mort de sa femme qu'il adorait lui porta un coup terrible : il ne trouva de consolation que dans les soins dévoués qu'il ne cessait de prodiguer à ses chers malades, et mourut, le 16 novembre 1833, après sa visite quotidienne à l'Hôpital, à la suite de

douleurs néphrétiques auxquels il était sujet depuis longtemps. Il avait 76 ans.

Ce fut un travailleur infatigable, un homme d'une régularité, d'une modestie, d'une bonté et d'une générosité exemplaires passant sa vie au milieu de



sa famille et de ses malades, sans en rien distraire pour le plaisir. Son *Traité des Maladies chirurgicales*, en 11 volumes, a longtemps servi de guide unique aux élèves en médecine : il y travailla pendant huit ans ; son *Traité d'anatomie*, en 4 volumes, garde encore une réelle valeur, reconnue par les meilleurs praticiens de nos jours.

Cabanis (1757-1808).

Georges Cabanis a été à la fois un écrivain, un

philosophe, un médecin et un homme politique, et en tout il brilla au premier rang.

Fils d'un agronome distingué, de Cognac, il eut des commencements assez difficiles. Son caractère par trop indépendant fit de lui un médiocre élève du Collège de Brive et ce ne fut qu'à Paris qu'il se décida à se mettre enfin sérieusement au travail. Là il suivit avec zèle les cours de Brisson, professeur de physique au collège de Navarre, et s'adonna à la lecture de l'*Entendement humain*, du philosophe Locke, qui fut pour lui une révélation.

En 1773, il suivit à Varsovie, en qualité de secrétaire, un riche prélat polonais ; il en revint deux ans après pour embrasser la carrières de lettres. Il fréquenta les salons, entre autres celui de Mme Helvétius, et se lia avec les plus grands esprits d'alors : Turgot, Voltaire, Condorcet, Condillac, Dalembert, Diderot, Francklin, etc. Il composa des œuvres diverses en vue des concours académiques et entreprit même une traduction d'Homère en vers. Ces essais littéraires n'eurent pas grand succès ; il se tourna alors vers la médecine, sur les conseils de son père, et étudia cette science passionnément, pendant six ans, sous la direction du célèbre Dubreuil.

En 1783, il était reçu docteur et devenait membre de l'administration des hospices de Paris.

Dès le début de la Révolution, il embrassa les idées nouvelles et devint l'ami intime puis le médecin de Mirabeau lors de sa dernière maladie qu'il a racontée dans le : *Journal de la vie et de la mort de Mirabeau*.

En cette époque de renouvellement universel, de luttes pour le progrès et l'amélioration de la vie so-

ciale, Cabanis ne pouvait rester cantonné dans son art. Sa nature ardente et généreuse le portait à se mêler au mouvement philosophique et réformateur de son temps. C'est ainsi qu'il publia, en l'an XI, dans le *Recueil de l'Institut*, une série de mémoires dont la réunion forma, en 1802, le plus connu de ses ouvrages : *Rapports du physique et du moral.* Dans cet écrit, il complète scientifiquement le traité philosophique *des Sensations* de Condillac. Pour lui « les facultés morales naissent des facultés physiques ; c'est la même chose considérée sous un autre point de vue » ; il n'y a pas en nous de principe distinct du corps et doué d'activité propre ; le cerveau digère les sensations comme l'estomac digère les aliments. Les idées prétendues morales ou intellectuelles, elles-mêmes, ne sont que des modifications cérébrales produites par l'âge, le sexe, le tempérament, les maladies. On sait jusqu'où sont allées depuis les exagérations de cette doctrine : plus de liberté, partant plus de responsabilité ; il n'y a plus de fautes, plus de crimes, mais des maladies qu'on doit excuser, des folies qu'on doit guérir.

Cabanis n'en était pas arrivé là ; on le devine, à chaque page de son œuvre, pénétré de l'idée de l'inconnu, de la nécessité d'une cause créatrice et organisatrice de la matière, principe éternel de toute loi morale, qui, dirigeant la liberté humaine sans l'enchaîner, rend l'homme, armé de tous ses droits, capable d'accomplir tous ses devoirs.

Plus affirmatif se montre encore Cabanis dans la lettre qu'il adressa plus tard à Fauriel « *sur les causes premières* » et où il reconnaît l'existence de Dieu et de l'âme immortelle. Cette lettre ne fut publiée qu'en 1824, seize ans après sa mort.

Cabanis a encore publié de nombreux mémoires sur l'Instruction et l'Assistance publiques. Il a prononcé à la tribune des Cinq-Cents de remarquables dicours sur les questions de finances et d'enseignement. Il a été enfin l'un des restaurateurs de l'Enseignement Médical en France.

Les derniers jours de Cabanis se passèrent dans sa campagne de Meulan, où il s'adonnait à l'étude des lettres, à l'exercice d'une bienfaisance inépuisable envers les pauvres et les infirmes. Il mourut comme un sage, assisté de deux philosophes, ses amis Tracy et Laromiguière, et de sa femme, belle-sœur de Condorcet, sœur du maréchal de Grouchy.

Droz, Manzoni, Michelet, Sainte-Beuve, Mignet, de Rémusat ont laissé sur lui des pages émues, dignes oraisons funèbres de ce noble cœur, de ce beau caractère.

Latreille (1762-1833).

L'entomologiste Latreille, le véritable prédécesseur de Cuvier dans la science de la classification et de la description, est né à Brive, le 29 novembre 1762.

C'est chez un imprimeur de cette ville que parurent ses premiers écrits : *Précis des caractères génériques des insectes disposés suivant un ordre naturel* ; *Essai sur l'histoire des Fourmis de la France.*

Son ouvrage capital, celui auquel il consacra les meilleures années de sa vie et que Cuvier inséra intégralement dans ses propres œuvres, porte ce titre : *Genres des Crustacés et des insectes disposés en familles suivant un ordre naturel.*

Pierre Latreille eut une jeunesse pénible. Orphelin de très bonne heure, sans fortune, timide et maladif,

il eut cependant le bonheur d'intéresser à son sort deux généreux bienfaiteurs, le docteur Laroche et un négociant, M. Malpeyre, qui se chargèrent de son éducation. A seize ans, un autre compatriote, le baron d'Espagnac, gouverneur des Invalides, auquel il avait été recommandé, le fit entrer au collège du Cardinal-Lemoine, où il eut pour maître le célèbre minéralogiste Haüy. Après avoir fini ses études de théologie, Latreille fut ordonné prêtre et alla exercer son ministère à Brive, non sans continuer de s'adonner à l'histoire naturelle. Après un assez long séjour dans son pays, il revint à Paris, poussé par sa passion pour les sciences, et se lia avec les entomologistes les plus célèbres.

Les mesures prises par la Révolution contre les prêtres insermentés le forcèrent à chercher en Corrèze un asile d'ailleurs peu sûr, car il fut arrêté, transporté à Bordeaux et emprisonné au fort du Hâ.

Ce fut la science qui lui rendit la liberté. Il continuait, dans son cachot, à s'occuper de ses études et avait piqué un insecte assez rare. Le médecin de la prison, étonné, lui demanda son nom et en parla à un de ses amis. Des démarches furent faites aussitôt et ne tardèrent pas à aboutir, grâce à l'arrivée d'un délégué de la Convention, compatriote de Latreille, le limousin Bardon.

Plus tard en 1797, Latreille, qui n'avait pas encore prêté serment, fut poursuivi comme affilié aux émigrés et relâché grâce à un autre compatriote, le général Marbot.

En 1798, Latreille fixé définitivement à Paris, fut nommé membre correspondant de l'Institut, avec 1.200 fr. d'appointements ; dès lors il se livra à

loisir à la science et vivre dans l'intimité de Daubenton, Cuvier, Jussieu, Lacépède, Lamarck, etc. Après avoir été, pendant trente ans, préparateur au Museum, sous la direction de Lamarck, il occupa une chaire créée spécialement pour l'étude des insectes.

Il avait 67 ans et vivait pauvrement, obligé d'écrire livres sur livres, mémoires sur mémoires, pour compléter ses appointements fort insuffisants.

Sa situation s'améliora vers la fin de sa vie et les honneurs que lui valurent l'estime et l'intérêt des savants, dont plusieurs étaient ses amis, lui firent oublier un peu les soucis de cette modeste existence tout entière consacrée à l'étude.

En 1814, il était membre de l'Académie des sciences ; en 1821, il avait reçu la croix de la Légion d'Honneur.

Jusqu'au dernier moment il s'occupa avec passion de son enseignement et de ses collections ; il mourut le 8 février 1833, à l'âge de 71 ans.

Ses obsèques furent une véritable solennité scientifique ; le cercueil fut porté par les membres de la Société Entomologique, une souscription fut ouverte pour lui élever au Père-Lachaise un modeste monument, surmonté de son buste, avec cette inscription : « Au prince de l'entomologie. » Geoffroy Saint-Hilaire fit son oraison funèbre qu'il termina ainsi : « Adieu, mon savant et vertueux confrère, adieu le plus ancien de mes amis. Votre nom vivra dans nos souvenirs avec ceux de Lamarck, de Cuvier, dont vous avez été si longtemps le digne collaborateur, avec ceux de Réaumur et de Fabricius, à la gloire desquels vous associera la voix équitable de la postérité. »

V. — ARTISTES

Eustorg de Beaulieu (1490-1552).

Eustorg de Beaulieu fut à la fois un poète et un musicien.

Né dans la petite ville dont il porte le nom, il était le cadet d'une famille de trois filles et de quatre garçons.

Tout jeune il perdit son père et sa mère, et vécut ses premières années à Tulle. De Tulle, il fut appelé à Lectoure par l'évêque de cette ville en qualité d'organiste et, de là, passa à Lyon, qui était alors un centre artistique ou littéraire où se donnaient rendez-vous les hommes de talent de tous les pays. Il y fit un assez long séjour. Il habitait aux portes de la ville un petit domaine, *le Flat*, où il offrait une généreuse hospitalité aux ménestrels et aux chanteurs ambulants. Le gouverneur de la ville, le milanais Trivulce, l'attacha à sa maison et l'encouragea à persévérer dans ses essais littéraires.

Eustorg composa alors sonnets sur dizains, ballades sur rondeaux. Ces derniers surtout sont à citer pour leur verve satirique ; le poète s'y fait l'avocat des pauvres diables, des déshérités de la fortune, attaque les mauvais riches, se rit des vaniteux, proclame l'égalité de tous les hommes, s'élève contre la barbarie des guerres continuelles, ajourne les massacreurs du peuple taillable et corvéable à merci

« Devant le juge hault, juste et droicturier. »

Mais c'est surtout comme musicien qu'il était célèbre. Tout le monde savait ses chansons. Il nous en

reste quelques-unes avec leur musique ; en voici un échantillon assez gracieux :

> Voici le bon temps !
> Que chacun s'apprête
> D'aller sur les champs
> Pour lui faire fête.
> Sur la gaie herbette
> En nous déduysant,
> D'une chansonnette
> Faisons-lui présent.

Engagé dans les ordres, Eustorg embrassa cependant le calvinisme. Il quitta la France, et se retira dans le pays de Vaud, où il vécut dix ans encore, exerçant le ministère évangélique et consacrant ses dernières années à la prédication et à la composition de poésies spirituelles, publiées sous le titre de *chrétiennes Réjouissances*.

Dumons (1687-1779).

Jean-Joseph Dumons, fils d'un imprimeur de Tulle, naquit dans cette ville le 26 mars 1687.

De bonne heure, il quitta son pays pour aller à Paris étudier les beaux-arts ; un de ses tableaux fut remarqué par l'intendant des finances, Fagon, qui le fit nommer peintre et dessinateur des établissements d'Aubusson et de Felletin.

L'artiste resta peintre en titre de 1731 à 1755.

Sous sa direction, nos manufactures du Midi prospérèrent et toute une école se groupa autour de l'artiste Tullois, s'enseignant l'art de composer des dessins pour les tapisseries, en particulier pour les tapis genre Turquie.

Joseph Dumons remplaça, plus tard, à la fabrique

de Beauvais, le célèbre peintre Oudry et y apporta le zèle et l'application qu'il avait déployés dans son premier emploi.

L'Académie de sculpture et de peinture le reçut au nombre de ses membres.

VI. — HOMMES D'ETAT ET ORATEURS

Les Papes Limousins.

De 1342 à 1378, sauf pendant un intervalle de huit ans, le siège de la papauté fut à Avignon, et occupé par trois pontifes du Bas-Limousin.

Pendant cette période, le Sacré Collège s'emplit de cardinaux limousins, qui portèrent sur les rives du Rhône les mœurs, le langage, la civilisation, les noms même des grandes familles de leur province. Grâce à eux, Avignon devint le véritable foyer scientifique et artistique du monde catholique. Ce serait le sentiment de jalousie provoqué par cette suprématie intellectuelle d'un pays jusque-là obscur, qui aurait inspiré tous les brocards dont on a si longtemps accablé les populations limousines.

Clément VI.

Pierre Roger, qui devint pape en 1342, sous le nom de *Clément VI*, était fils de Guillaume Roger, seigneur de Rosiers, et naquit dans sa terre de Meaumont, près de Tulle. Il entra dans l'ordre de Saint-Benoît et devint successivement prieur de Saint-Pantaléon, de

Saint-Bandille, abbé de Fécamp, évêque d'Arras, archevêque de Sens, de Rouen, et cardinal. Une fois pape, il acheta de Jeanne, reine de Sicile, la ville d'Avignon et le Comtat-Venaissin. Son intelligent pontificat attira à Avignon un immense concours de clercs et de pélerins de toutes les parties du monde catholique.

D'après de nombreux historiens, il joignait à une érudition et à des lumières supérieures une extrême bonté. On raconte qu'un particulier, dont il avait reçu une assez grande offense avant son élévation au siège de Saint-Pierre, lui demanda un jour une faveur extraordinaire ; Clément, qui n'avait pas oublié l'injure, mais qui ne voulait pas s'en souvenir, lui accorda sans hésiter cette grâce en disant : « Non, on ne me reprochera jamais de m'être vengé. »

Clément VI mourut à Avignon, en 1352 : son corps repose en Auvergne, dans l'abbaye de la Chaise-Dieu où il avait manifesté le désir d'être transporté, et où un superbe mausolée lui a été élevé.

Innocent VI.

Le nom de famille d'*Innocent VI*, deuxième pape limousin, est *Etienne Aubert*. Il naquit au Mont, près de Pompadour, et fut avocat à Limoges, professeur de droit civil à Toulouse de 1352-1362, évêque de Noyon et pair de France, évêque de Clermont, cardinal, évêque de Velitre. Il succéda à Clément VI et fut, comme lui, un protecteur intelligent des artistes et un apôtre infatigable de charité, employant au plus saint usage les *monceaux d'or* amassés par son prédécesseur.

Elu pape en 1352, il mourut à Avignon en 1362 et

fut enterré dans la Chartreuse de Villeneuve-les- Avignon qu'il avait fondée. On lui doit aussi la création du Collège de St-Martial de Toulouse, où il avait établi vingt bourses pour ses jeunes compatriotes. Il opéra dans l'Eglise plusieurs réformes assez importantes, rétablit à Rome l'autorité des papes et y sacra l'empereur Charles IV.

Grégoire XI.

Pierre Roger, neveu de Clément VI, succéda comme pape à Innocent VI, sous le nom de *Grégoire XI*. Il était fils de Guillaume II Roger, chevalier, seigneur de Rosiers, comte de Beaufort, etc. et naquit comme son oncle au château de Meaumont, en 1326. Il fut fait cardinal par Innocent VI à l'âge de 17 ans et élu pape, après la mort d'Urbain V, en 1370, après avoir été prieur, archidiacre à Sens, chanoine de Notre-Dame de Paris et doyen de l'église de Bayeux.

Ce fut grâce à son mérite, à son intelligence et à sa science dans le droit civil et canonique, qu'il dut d'obtenir la tiare. Il fut aussi un pontife plein de bonté et un diplomate avisé.

Brive, le compte au nombre de ses bienfaiteurs. En 1374, cette ville, redoutant la vengeance des Anglais, avait refusé de reconnaître la suzeraineté du roi de France et d'ouvrir ses portes aux troupes du duc de Bourbon. Prise d'assaut, elle fut livrée à toutes les horreurs du pillage et privée de son consulat et de tous ses privilèges ; un assez grand nombre de citoyens furent bannis ou exécutés, les biens des particuliers confisqués au profit du roi, et plusieurs d'entre eux emprisonnés.

Grégoire XI, intervint alors et, à force de sollicita-

tions, finit par obtenir du duc d'Anjou des lettres de rémission ; Brive rentra dans les bonnes grâces du roi.

Les Noailles dans le clergé et la diplomatie.

La famille de Noailles ne brilla pas moins dans le clergé et la diplomatie que dans l'armée. Il faut retenir surtout les noms de *François de Noailles* (1519-1585), frère de l'amiral Antoine, qui fut évêque de Dax, Ambassadeur à Venise, à Londres, à Constantinople et fit signer la paix entre Sélim II et les Vénitiens ; de *Louis Antoine de Noailles* (1651-1729), archevêque de Paris en 1695 et cardinal en 1700, d'*Adrien Maurice duc de Noailles*, son frère (1678-1766).

Louis-Antoine de Noailles fit partie des Assemblées du Clergé en 1681 et en 1682, et chercha d'abord à réconcilier Fénélon et Bossuet dans la fameuse controverse du *quiétisme*. Il se déclara ensuite pour le second et publia quelques écrits contre l'archevêque de Cambrai. Grâce à la douceur de son caractère, à la largeur de ses vues et à ses convictions désintéressées, son diocèse aurait joui d'une paix durable si le livre du P. Quesnel, qu'il approuva et condamna tour à tour, et la publication de la bulle Unigenitus. qu'il se décida à signer seulement en 1728, n'avaient soulevé de nouvelles agitations. Pendant le terrible hiver de 1709, le cardinal de Noailles n'hésita pas à sacrifier son argenterie pour venir au secours des pauvres. Il s'occupa aussi de faire reconstruire à ses frais l'évêché de Paris, aujourd'hui détruit, et présida à l'embellissement de N otre-Dame.

Adrien-Maurice de Noailles, fils de Anne-Jules, se fit d'abord remarquer, sous les ordres de son père, et du duc de Vendôme, et accompagna Philippe V à Madrid, en 1700. Il fut ensuite général de l'armée du Roussillon pendant la guerre de la Sucession d'Espagne, prit Girone et reçut le titre de Grand d'Espagne.

A la mort de Louis XIV, il devint président du Conseil des finances, fit restituer par les traitants des sommes considérables, s'occupa de la révision des billets d'Etat et de leur réduction et s'opposa énergiquement à l'adoption du système de Law.

Cette attitude le fit écarter du Conseil des finances (1718) et il devint membre du Conseil de Régence.

En 1733, il reprend du service, gagne le bâton de maréchal au siège de Philipsbourg, et force les Allemands à évacuer Worms en 1734. Nommé de nouveau ministre d'Etat, dix ans après, il fit partie du Conseil jusqu'en 1756. Il mourut en 1766.

Dubois (1656-1733).

Guillaume Dubois, fils d'un apothicaire de Brive, naquit dans cette ville en 1656. Dès son enfance, il manifesta les plus heureuses dispositions pour l'étude. Aussi le destina-t-on à la prêtrise : il fut tonsuré le 28 Novembre 1669, lors de sa première communion.

Peu après, le duc de Ventadour, qui avait eu à se louer des soins du père de Dubois, envoya l'enfant chez un de ses amis, principal du Collège de Pompadour. Ses études terminées il fut précepteur dans plusieurs maisons et chargé enfin de l'éducation du duc de Chartres. Il acquit sur son élève une grande influence et le détermina à un mariage qui valut au conseiller l'abbaye de Saint-Just.

Depuis lors, on trouve Dubois partout : il fait les campagnes de Flandre, d'Espagne et d'Italie avec le duc d'Orléans ; il accompagne à Londres, le maréchal de Tallart, ambassadeur, pour le partage si important de la monarchie espagnole.



En 1710 le duc de Chartres étant devenu duc d'Orléans, Dubois est nommé conseiller d'Etat pour les affaires ecclésiastiques.

En 1716, sous la régence, il va comme ministre plénipotentiaire à Londres, à Hanovre, à la Haye, où il signe le *traité de la Triple Alliance* dirigé contre le parti espagnol, par l'Angleterre, la Hollande et la France, auxquelles, l'année suivante, se joignit l'Allemagne. Dans un second voyage à Londres, il signa

un traité pour la pacification de l'Europe. Il avait bien mérité la place de ministre des affaires étrangères, qu'on lui confia à son retour. En cette qualité il déjoua la conspiration de Cellamare, fit déclarer la guerre à l'Espagne en 1718, et força Philippe V à destituer son ministre Alberoni (1720).

En 1719, il était secrétaire d'Etat et chef du Conseil souverain de la Compagnie des Indes ; en 1720, archevêque de Cambrai, bien qu'il n'eût que la tonsure : il reçut tous les ordres le même jour.

En 1721, Innocent XIII le créa Cardinal. La même année, Dubois avait été nommé grand maître et surintendant des courriers-postes et relais de France.

Dès lors, sa conduite privée, jusque-là assez peu recommandable, s'améliora. L'académie française, celle des sciences et des belles-lettres l'admirent parmi leurs membres, et il fut pourvu de la feuille des bénéfices. Enfin, en 1722, le duc d'Orléans, le choisit, comme premier ministre.

Durant son ministère, il donna tous ses soins au rétablissement des finances ruinées par le système de Law, et augmenta la solde militaire. A l'extérieur, il sut se faire respecter de tous les souverains et maintenir la paix.

Son application constante à tant d'affaires importantes avait déjà profondément altéré sa santé ; un accident de cheval lui causa au bas ventre une contusion qui s'enflamma rapidement. Il mourut le lendemain à Versailles, à l'âge de 67 ans. Il eut des obsèques vraiment royales. Un magnifique mausolée, œuvre de Coustou, lui fut élevé dans l'église Saint-Honoré et transporté plus tard à Saint-Roch : il y est représenté à genoux, penché légèrement en

avant, les mains jointes. Le sculpteur a reproduit fort exactement le portrait peint par Rigaud, dont il existe une excellente copie à l'Hôtel-de-Ville de Brive.

On reproche à Dubois de n'avoir eu ni religion, ni probité, ni honneur ; on lui refuse même le sens des affaires et l'habileté politique. Le simple exposé de sa vie suffit à réfuter au moins ces derniers reproches et prouve qu'il était doué d'une grande facilité, d'une remarquable puissance de travail, d'une fécondité de ressources extraordinaire.

Sa vie privée fut pleine de faiblesses, mais le témoignage de Fontenelle, de ses amis les cardinaux de Rohan, de Rissy, les évêques de Nantes, de Soissons, de Clermont, de Fénelon lui-même qui l'avait connu pendant un grand nombre d'années, est de nature à faire, au moins, réfléchir avant d'accepter la légende qui représente le cardinal Dubois comme un type de corruption.

Treilhard (1748-1808).

Treilhard est né à Brive d'une famille de bonne bourgeoisie, qui avait déjà donné à cette ville plusieurs consuls et quelques avocats au présidial. Son père fut un des auxiliaires les plus intelligents du grand réformateur Turgot et l'un des membres les plus zélés de la *Société d'Agriculture* du Bas-Limousin.

Treilhard fit d'excellentes études au Collège de Brive, et les compléta à Paris, sous la direction d'un ami de sa famille, l'abbé d'Espagnac, conseiller au parlement de Paris ; il débuta, peu après, comme avocat dans la capitale. Malgré sa tournure gauche et

sa parole un peu embarassée et fruste, son amour du travail, son intelligence vigoureuse et enfin le ferme désir qu'il avait d'arriver à une haute situation, ne tardèrent pas à le faire remarquer.

Sa première affaire lui fut confiée par sa ville natale qui revendiquait son indépendance contre les seigneurs de Turenne. Treilhard écrivit à ce sujet deux mémoires d'une logique vigoureuse, où il maintenait le droit pour Brive de s'administrer librement par ses assemblées populaires et ses échevins sans s'incliner devant une autre juridiction que celle du Roi de France. Malgré tous les efforts du courageux avocat, la ville perdit son procès.

En 1771, Treilhard, s'associa à l'acte d'indépendance du Parlement qui n'avait pas voulu enregistrer des édits impopulaires et avait été remplacé par le Parlement Maupeou : il refusa de plaider jugeant qu'il n'y a plus de justice là où le pouvoir ne respecte pas les juges. Il n'avait pas encore trente ans.

Treilhard ne reparut au barreau que sous Louis XVI, lorsque les magistrats de l'ancien Parlement eurent été réintégrés sur leurs sièges, et, malgré les brillants orateurs d'alors, il sut y conquérir un des premiers rangs et plaider les causes les plus importantes. Il avait été nommé inspecteur du domaine de la Couronne et il collaborait au fameux *Traité Guyot*, sorte de résumé des droits, des offices et des impôts de l'ancien régime.

En 1789, il était tout indiqué pour faire partie de l'Assemblée Constituante. Il y prit part aux discussions sur les congrégations religieuses, les biens écclésiastiques, la Constitution civile du Clergé. Président de la Convention lors du jugement de Louis XVI, il obtint

que le roi pût avoir des défenseurs et ne vota la mort que sous la réserve de l'appel à la Nation. Il fut ensuite membre du Comité de Salut public, Président du Conseil des Cinq-Cents, membre du Directoire et plénipotentiaire au congrès de Rastadt. Ces hautes situations lui attirèrent l'envie et la haine, la disgrâce suivit de près les honneurs.

Treilhard se rallia au régime Napoléonien. Sous le Consulat, appelé au Conseil d'Etat, il se remit à l'étude du droit et de la législation et y apporta les facultés les plus solides et le jugement le plus éclairé. Il sut acquérir un nom au milieu de ces esprits éminents qui élaborèrent, sous la présidence du premier Consul, le Code des lois nouvelles basées sur les principes de l'égalité civile et politique, et il fut un des plus brillants orateurs de ces discussions. Napoléon trouvait en lui un athlète digne de son génie et disait familièrement « qu'une victoire remportée sur Treilhard lui coûtait plus de peine que le gain d'une bataille ».

Treilhard venait d'être nommé ministre d'Etat et comte de l'Empire, lorsqu'il mourut emporté par une maladie dont il souffrait depuis quelques années. Il eut de solennelles funérailles et fut inhumé au Panthéon.

Lachaud (1818-1882).

Charles-Alexandre Lachaud est né à Treignac, en 1818, d'une bonne famille bourgeoise. Il étudia au collège de cette ville, puis à Bazas, où il pérorait déjà au milieu de ses camarades avec une faconde pleine de promesses.

En 1836, il alla faire son droit à Paris, et, ses études finies, revint se faire inscrire au barreau de

Tulle, où un hasard des plus heureux devait mettre au jour ses brillantes qualités oratoires et lui donner d'emblée la gloire et la renommée :

Adjoint au défenseur de l'accusée dans la fameuse cause Lafarge, il dut se réserver la question du vol des bijoux, laissant celle de l'empoisonnement au bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris Me Paillet ; mais il se tira avec tant d'habileté et d'éloquence de sa plaidoirie qu'on en est venu à le considérer comme l'unique avocat de Mme Lafarge : il obtint les circonstances atténuantes pour sa cliente qui, jusqu'à son dernier jour, protesta énergiquement de son innocence.

En 1844, il se décida à venir faire ses débuts au barreau de Paris ; malgré sa grande réputation, il y eut de pénibles commencements. Peu après, son mariage avec la fille de l'académicien Ancelot, qui venait de se ruiner dans l'exploitation du Vaudeville, donna à la générosité qui faisait le fond même de sa nature l'occasion de se manifester ; il reconnut les dettes de son beau-père et désintéressa tous ses créanciers.

Peu à peu cependant, il acquérait de la réputation surtout comme avocat d'assises. C'est là que se déployait tout à son aise l'ampleur de son talent, et qu'il obtint avec les plus grands succès, une réputation qu'aucun autre orateur n'a pu encore faire oublier. « Il travaillait les esprits, a-t-on dit de lui, comme un habile ouvrier travaille le marbre : il cherchait et trouvait le moyen de pénétrer dans les cœurs des jurés et entrait en victorieux dans les consciences. »

Malgré sa fougue oratoire et sa verve ironique, il

savait dans les discussions les plus passionnées, rester poli, courtois et toujours maître de lui.

C'est à son attitude dans un procès à sensation qu'on doit la suppression du *résumé* que prononçait le Président à la fin des débats, résumé qui était le plus souvent un nouveau réquisitoire plus dangereux pour l'accusé que celui du ministère public.

A ses qualités naturelles d'orateur, à sa profonde connaissance des hommes et de tous les secrets du métier d'avocat, à une présence d'esprit qui ne se démentait jamais, Lachaud joignit les belles qualités qui font l'honnête homme ; il adorait son pays natal et ses compatriotes, les secourait de sa bourse et de sa parole, continuait à s'intéresser à ses clients, même condamnés, pour obtenir soit une grâce, soit une commutation de peine : il ne reculait jamais devant l'accomplissement de sa tâche, acceptant les affaires les plus difficiles, courant aux quatre coins de la France, toujours prêt à supporter le lendemain les mêmes fatigues que la veille.

« Quand on s'appelle Lachaud, lui disait-on un jour, on plaide moins ! — Je ne m'appelle pas Lachaud, répondit-il avec une noble fièrté, je m'appelle la Défense. »

Parmi de si nombreuses les si importantes causes qu'il plaida, il faut citer les affaires Bazaine, Marie Bière, Lapommeraye, Lemoine de Lescure, Troppmann, etc., etc.

En 1881, Lachaud fut frappé d'une attaque qui l'obligea à aller se reposer dans le Midi, mais l'inaction le tuait plus vite que l'activité du barreau ; il revint à Paris l'année d'après et continua à plaider jusqu'au dernier jour, se traînant avec peine à la barre, jus-

qu'au moment où la paralysie lui ferma pour jamais la bouche. Il s'éteignit doucement entre les bras des siens, le 9 novembre 1882, dans son cabinet de travail de la rue Bonaparte : une foule nombreuse d'amis et d'obligés accompagna sa dépouille au cimetière, où, suivant le désir qu'il avait exprimé, aucun discours ne fut prononcé.

VII. — PHILANTROPES

Antoine de Lestang.

Antoine de Lestang naquit à Brive d'une vieille famille originaire de Donzenac, qui a donné à la France un cardinal, plusieurs évêques et des parlementaires distingués. Président de la chambre de l'Edit, fixée à Castres, et du Parlement de Toulouse, il joignait à une impartialité et à une science juridique peu ordinaires, un caractère énergique, une grande expérience diplomatique et une éloquence pleine d'habileté et de persuasion.

Il habitait le plus souvent, aux portes de Toulouse, sa propriété de Belestang, et il y charmait ses loisirs par l'étude du droit, de la littérature, de l'histoire de l'agriculture.

Antoine de Lestang conserva toujours pour son pays natal une affection profonde. C'est un des premiers et des plus grands bienfaiteurs de Brive.

Il contribua au développement de l'instruction se-

condaire en faisant don à la ville d'un vaste emplacement pour construire un nouveau collège. C'est dans ce collège que se formèrent, entre autres esprits remarquables : le général Sahuguet d'Espagnac, gouverneur des Invalides, le jurisconsulte Salviat, Cabanis, de Feletz, Latreille, Brune, Martignac, le vice-amiral Grivel, etc, etc.

De Lestang fit aussi construire, en 1608, le Couvent des Ursulines, d'où sortirent les religieuses des couvents de Limoges, d'Angoulême et de Tulle.

Le collège et le couvent recevaient annuellement de leur fondateur 600 livres, ainsi que le mobilier et les livres scolaires nécessaires aux élèves.

Antoine de Lestang mourut à Castres dans l'exercice de ses fonctions et fut inhumé à Toulouse dans la Cathédrale de Saint-Etienne, où le sculpteur Toulousain Arthur de Jorist lui a élevé un superbe mausolée. Le célèbre parlementaire bas-limousin y est représenté à genoux, les mains jointes, priant devant la Vierge et l'enfant Jésus ; la robe du Président et l'hermine ont, grâce à l'emploi de marbres blancs et rouges, leurs couleurs propres.

Antoine de Lestang a laissé trois grands ouvrages : *Une Histoire des Gaules,* en six livres, un *Traité de l'Orthographe française*, où il se montre le prédécesseur des « fonétistes » de nos jours et ses *Arrêts du Parlement de Toulouse.*

Jean-Baptiste et Joseph Dubois.

Jean-Baptiste Dubois a laissé son nom à l'Hôpital de Brive. Il était le neveu du Cardinal Dubois et fut chanoine de Saint-Honoré, à Paris.

Jean-Baptiste Dubois, fit, en mourant, à l'Hospice de

Brive, une rente annuelle et perpétuelle de 12.000 fr. destinée à la fondation de six nouveaux lits pour les pauvres des deux paroisses de la ville, au logement, à l'entretien et à l'éducation de 40 enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 18 ans et de douze filles de familles pauvres, nobles ou bourgeoises, de 11 à 15 ans.



En outre, le donateur affectait annuellement 2.000 livres à des distributions en faveur de tous les pauvres de la ville et laissait des sommes importantes aux communes de Juillac et d'Allassac pour y développer l'instruction primaire.

La générosité de Jean-Baptiste Dubois ne s'arrêtait pas à son pays natal : il fit don en maisons, rentes et

effets, de 800.000 fr. à l'Hôtel-Dieu de Paris ; sur cette somme, 4. 000 livres devaient revenir tous les ans au collège et à l'Hôpital de Brive.

Joseph Dubois, son frère, surintendant des Ponts et chaussées, fit construire à ses frais dans Brive le pont qui porte aujourd'hui, à tort, le nom de *Pont Cardinal* et les quatre quais adjacents.

Deux ans après il s'occupa d'entourer la ville de grands boulevards, en abattant les remparts et en comblant les fossés : moyennant une modique indemnité, chaque propriétaire des maisons placées en bordure eut le droit d'y ouvrir des portes et des fenêtres et d'avoir sur la façade un petit jardin.

Les deux Dubois firent aussi des réparations fort importantes au chœur de l'Eglise Saint-Martin. Aux noms des Dubois, la ville de Brive doit joindre ceux de *Crozat*, administrateur intelligent de l'Hospice après la Révolution, et de la sœur *Thérèse Delor*, qui, pendant 50 ans, consacra tout son dévouement au soulagement des pauvres, des malades et des infirmes.

Majour.

Brive a perpétué le souvenir de cet autre bienfaiteur en lui élevant une statue en bronze, qui se dresse à l'entrée de la route de Bordeaux, au milieu d'un square assez coquet. Majour, médecin à Paris et originaire de Brive, avait hérité de la plus grande partie de la fortune du maréchal Brune, son cousin germain ; c'est cette fortune qu'il légua à la ville de Brive, sauf de nombreux legs en faveur de quelques parents et de divers établissements de bienfaisance. Grâce à cette fortune, qui représente une rente de 30,000 francs, la

ville a pu réaliser de nombreux travaux d'utilité publique et d'embellissement, exécutés depuis 1810. Majour eut pour exécuteur testamentaire un jurisconsulte brivois, *Morilher du Chassat*, son parent, auteur de plusieurs ouvrages de valeur sur l'histoire du droit. Lorsque les héritiers naturels du testateur voulurent attaquer son testament en faveur de la ville, Morilher du Chassat prit la défense de la Commune et rédigea un savant mémoire qui obtint gain de cause.

On raconte qu'il avait pour Majour une grande vénération, et qu'il ne manquait jamais de conduire ses compatriotes au cimetière du Père Lachaise, devant la tombe du docteur limousin : « C'est notre bienfaiteur, disait-il : il a droit à nos hommages et à notre reconnaissance. »

Jean-Baptiste Marbeau (1798-1275).

Le fondateur de l'Institution des crèches est né à Brive en 1798. Il fit son droit à Paris, et, une fois reçu avocat, exerça pendant huit ans les fonctions d'avoué.

Ses premiers ouvrages concernent le droit et l'économie politique : *Etudes sur l'économie sociale*, *Politique des intérêts par un travailleur devenu propriétaire*, etc.

Sa grande préoccupation des misères du peuple amena Marbeau à la fondation des Crèches.

Déjà, en 1801, un essai tenté par M. Pastoret avait échoué ! Marbeau reprit l'idée avec un courage et une persévérance infatigables, et la première Crèche fut fondée à Chaillot le 14 novembre 1884, alors qu'il était adjoint au maire du premier arrondissement. L'œuvre fut encouragée dès ses débuts par la

presse, l'autorité civile et religieuse et l'Académie française qui décerna un prix Monthyon au petit livre *des Crèches* que Marbeau avait écrit pour la propagation et la défense de cette institution.

Bientôt, ces établissements se multiplièrent dans Paris et dans les départements et, en mai 1856, ils furent déclarés d'utilité publique.

La Crèche a le grand avantage d'éloigner moins l'enfant de la mère que l'envoi en nourrice ; elle est préférable à un secours en argent, parce qu'elle est le secours en travail, plus noble et plus digne que l'aumône. Elle garde pendant la journée l'enfant de 15 jours à 3 ans ; s'il n'est pas sevré, la mère vient l'allaiter aux heures de ses repas et le reprend le soir. Ainsi se conserve, pour le bien de l'un et de l'autre, l'indissolubilité du lien familial, et tous ces avantages de moralité et de santé sont obtenus, pour chaque enfant, au prix très modeste, maximum, de 0 fr. 75 par journée.

C'est certainement une des plus belles œuvres philanthropiques de notre siècle et la Corrèze a le droit d'être fière d'avoir donné le jour à Jean-Baptiste Marbeau qui la fonda et, toute sa vie, s'occupa de la développer en la perfectionnant.



FIN

St-Amand (Cher). Imp. de DESTENAY, Bussière Frères.

